



CHAPTER 91

Loi regroupant certaines municipalités
de la région de Québec

[Sanctionnée le 19 décembre 1975]

SA MAJESTÉ, de l'avis et du consentement de l'Assemblée nationale du Québec, décrète ce qui suit:

Constitution.

1. Est constituée la ville de Beauport, dont la charte se lit comme suit:

« CHARTE DE LA VILLE DE BEAUPORT

Corporation de ville.

1. Les habitants et contribuables du territoire décrit dans l'annexe 1 de la Loi regroupant certaines municipalités de la région de Québec forment une corporation de ville sous le nom de « Ville de Beauport », ci-après appelée « la ville ».

Nom.

Consultation sur le nom.

À l'occasion de la tenue de la première élection générale, le conseil doit procéder à une consultation sur le nom de la ville, selon les modalités de l'article 380 de la Loi des cités et villes.

Succes-sion aux droits, etc.

2. La ville succède aux droits, obligations et charges de la cité de Giffard, des villes de Beauport, Courville, Montmorency et Villeneuve, de la municipalité de la paroisse de Saint-Michel-Archange et de la municipalité de Sainte-Thérèse-de-Lisieux. Elle devient, sans reprise d'instance, partie à toute instance aux lieu et place de ces municipalités.

Règle-ments, etc., demeurent en vigueur.

Les règlements, résolutions, procès-verbaux, rôles d'évaluation, rôles de perception, conventions collectives existantes et autres actes de chacune de ces municipalités demeurent en vigueur dans le territoire pour lequel ils ont été faits jusqu'à

CHAPITRE 91

An Act to regroup certain municipalities
in the region of Québec

[Assented to 19 December 1975]

HER MAJESTY, with the advice and consent of the National Assembly of Québec, enacts as follows:

1. The City of Beauport is incorporated and its charter reads as follows:

Incor-poration.

"CHARTER OF THE CITY OF BEAUPORT

1. The inhabitants and ratepayers of the territory described in Schedule I to the Act to regroup certain municipalities in the region of Québec are incorporated as a city under the name of "The City of Beauport", hereinafter called "the city".

City incor-poration.

When the first general election is held, the council must proceed to a consultation on the name of the city, in accordance with the terms and conditions of section 380 of the Cities and Towns Act.

Consulta-tion on name.

2. The city shall succeed to the rights, obligations and charges of the city of Giffard, the towns of Beauport, Courville, Montmorency and Villeneuve, the parish municipality of Saint-Michel-Archange and the municipality of Sainte-Thérèse-de-Lisieux. It becomes, without continuance of suit, party to any action in the place and stead of such municipalities.

Succes-sion to rights, etc.

The by-laws, resolutions, minutes, assessment roll, collection rolls, collective agreements and other deeds of each of such municipalities shall remain in force within the territory for which they have been made until they are amended, quashed

By-laws, etc., remain in force.

ce qu'ils soient amendés, annulés ou abrogés et dans la mesure où ils sont compatibles avec les dispositions de la présente charte ou de quelque autre loi.

Assignation des employés.

Nonobstant toute convention collective existante au moment de l'entrée en vigueur de la Loi regroupant certaines municipalités de la région de Québec, les employés de la ville peuvent, pour l'exercice de leur fonction, être assignés dans toute l'étendue du territoire de la ville.

Loi applicable.

3. La Loi des cités et villes (Statuts refondus, 1964, chapitre 193) régit la ville dans la mesure où ses dispositions sont conciliables avec celles de la présente charte.

Première élection.

1. La première élection générale a lieu, pour la ville, en novembre 1976, selon l'article 173 de la Loi des cités et villes.

Conseil provisoire.

5. Jusqu'à la première élection générale, le conseil provisoire est composé de dix-sept membres dont :

a) pour les anciennes municipalités où le maire était élu au suffrage universel et les conseillers par quartiers :

i. les maires de l'ancienne cité de Giffard, de l'ancienne ville de Beauport, de l'ancienne ville de Courville et de l'ancienne ville de Montmorency ;

ii. trois conseillers de l'ancienne ville de Beauport, deux conseillers de l'ancienne cité de Giffard et un conseiller de chacune des anciennes villes de Courville et de Montmorency, nommés par le conseil de l'ancienne municipalité dont ils faisaient partie au cours d'une séance spéciale qui est convoquée et tenue dans les dix jours suivant l'entrée en vigueur de la Loi regroupant certaines municipalités de la région de Québec, suivant les dispositions législatives qui régissaient cette municipalité ;

b) pour les anciennes municipalités où le maire et les conseillers étaient élus au suffrage universel :

i. deux représentants de l'ancienne ville de Villeneuve et deux représentants de l'ancienne municipalité de Sainte-Thérèse-de-Lisieux, nommés par le conseil de l'ancienne municipalité dont ils faisaient partie

or repealed and to the extent that they are consistent with the provisions of this charter or any other act whatever.

Notwithstanding any collective agreement existing at the time of the coming into force of the Act to regroup certain municipalities in the region of Québec, the employees of the city may be assigned to any and every part of the territory of the city for the performance of their duties.

Assignment of employees.

3. The Cities and Towns Act (Revised Statutes, 1964, chapter 193) shall govern the city to the extent that its provisions are consistent with those of this charter.

Act applicable.

1. The first general election shall be held, for the city, in November 1976, in accordance with section 173 of the Cities and Towns Act.

First election.

5. Until the first general election, the provisional council shall be composed of seventeen members including :

Provisional council.

(a) for the former municipalities where the mayor was elected by the general vote and the councillors, by wards :

(i) the mayors of the former city of Giffard, the former town of Beauport, the former town of Courville and the former town of Montmorency ;

(ii) three councillors of the former town of Beauport, two councillors of the former city of Giffard and one councillor of each of the former towns of Courville and Montmorency, appointed by the council of the former municipality on which they sat, at a special meeting called and held within ten days after the coming into force of the Act to regroup certain municipalities in the region of Québec, according to the provisions of law which governed such municipality ;

(b) for the former municipalities where the mayor and councillors were elected by the general vote :

(i) two representatives of the former town of Villeneuve and two representatives of the former municipality of Sainte-Thérèse-de-Lisieux, appointed by the council of the former municipality on which

au cours d'une séance spéciale qui est convoquée et tenue dans les dix jours suivant l'entrée en vigueur de la Loi regroupant certaines municipalités de la région de Québec, suivant les dispositions législatives qui régissaient cette municipalité;

c) pour l'ancienne municipalité de la paroisse de Saint-Michel-Archange:

i. deux représentants désignés par le conseil général de la corporation des Soeurs de la Charité de Québec, nommés dans les sept jours suivant l'entrée en vigueur de la Loi regroupant certaines municipalités de la région de Québec.

**Nomina-
tion
par le
ministre.** Si l'une ou l'autre de ces nominations n'est pas faite dans le délai fixé, le ministre des affaires municipales fixe la date et le mode de convocation d'une autre séance ou d'une autre assemblée, selon le cas; si l'une ou l'autre de ces nominations n'est pas faite au cours de cette autre séance ou de cette autre assemblée, selon le cas, le ministre des affaires municipales peut procéder à telle nomination.

Quorum. Le quorum du conseil provisoire est de neuf membres.

Maire. Le maire de l'ancienne ville de Beauport exerce la charge de maire du conseil provisoire de la ville.

**Membres
du conseil
en défaut
d'assister
aux
séances.** Si aucun membre du conseil d'une municipalité mentionnée à l'article 2 n'assiste aux deux premières séances du conseil provisoire, le ministre des affaires municipales peut désigner, parmi les personnes possédant le cens d'éligibilité et résidant dans le territoire de la municipalité dont tous les membres du conseil sont en défaut, le nombre de personnes requis pour siéger aux lieu et place des personnes en défaut.

**S.R., c.
193, a.
19, remp.,
pour la
ville.** **6.** L'article 19 de la Loi des cités et villes est remplacé pour la ville par le suivant:

**Première
séance
du
conseil.** « **19.** La première séance du conseil a lieu le troisième lundi suivant le 1^{er} janvier 1976; s'il arrive que ce jour soit férié, elle a lieu le premier jour non férié qui suit. Cette séance a lieu à 20h00, en la salle de l'Hôtel de ville de l'ancienne ville de Beauport. Si cette séance n'est pas tenue au jour fixé, le greffier en reporte la date et convoque les membres du conseil selon

they sat, at a special meeting called and held within ten days after the coming into force of the Act to regroup certain municipalities in the region of Québec, according to the legislative provisions which governed such municipality;

(c) for the former parish municipality of Saint-Michel-Archange:

(i) two representatives designated by the general council of the corporation of the Soeurs de la Charité de Québec, appointed within seven days after the coming into force of the Act to regroup certain municipalities in the region of Québec.

**Appoint-
ment by
Minister.** If one or another of such appointments is not made within the fixed delay, the Minister of Municipal Affairs shall fix the date and mode of calling of another sitting or another meeting, as the case may be; if one or another of such appointments is not made during such other sitting or meeting, as the case may be, the Minister of Municipal Affairs may proceed to such appointment.

Quorum. Nine members of the provisional council shall be a quorum.

Mayor. The mayor of the former town of Beauport shall be mayor of the provisional council of the city.

**Where no
member
attends
sittings.** If no member of the council of a municipality mentioned in section 2 attends the first two sittings of the provisional council, the Minister of Municipal Affairs may designate, among the persons having property qualification and residing in the territory of the municipality of which all the members of the council are in default, the number of persons required to sit in the place and stead of the persons in default.

**R.S., c.
193, s. 19,
replaced
for city.** **6.** Section 19 of the Cities and Towns Act is replaced for the city by the following:

**First
sitting of
council.** « **19.** The first sitting of the council shall be held on the third Monday following 1 January 1976; if such day is a holiday, it shall be held on the first following day that is not a holiday. Such sitting shall be held at 8:00 o'clock P.M. at the Town Hall of the former town of Beauport. If such sitting is not held on the day fixed, the clerk shall postpone the date and con-

les deuxième et troisième alinéas de l'article 354. »

voke the members of the council in accordance with the second and third paragraphs of section 354."

Lieu des
séances.

7. Jusqu'à ce que le conseil en décide autrement selon la loi, le lieu de ses séances est au lieu des séances du conseil de l'ancienne ville de Beauport.

7. Until the council decides otherwise according to law, the place of its sittings shall be the place where the council of the former town of Beauport held its sittings.

Place of
sittings.

Composi-
tion du
conseil.

8. À compter de la première élection générale, le conseil se compose de treize membres, dont un maire et douze conseillers.

8. From the first general election, the city council shall be composed of thirteen members including the mayor and twelve councillors.

Composi-
tion.

Quar-
tiers.

9. Pour la première élection générale, le conseil doit diviser le territoire de la ville en six quartiers relativement égaux en population, en tenant compte de l'aspect rural. Le conseil doit adopter et faire publier son règlement au plus tard le 1^{er} juillet 1976, à défaut de quoi le ministre des affaires municipales est habilité à effectuer lui-même cette division et à la faire publier selon l'article 391 de la Loi des cités et villes. Le cas échéant, la décision du ministre a le même effet que si elle avait été adoptée par le conseil.

9. For the first general election, the council shall divide the territory of the city into six wards approximately equal in population, having regard to the rural areas. The council must adopt its by-law and cause it to be published not later than 1 July 1976, failing which the Minister of Municipal Affairs may personally effect such division and cause it to be published according to section 391 of the Cities and Towns Act. Where such is the case, the Minister's decision has the same effect as if it had been adopted by the council.

Wards.

Comité
adminis-
tratif.

10. 1. Jusqu'à la première élection générale, est institué un comité administratif composé de sept membres et dont le quorum est de quatre.

10. (1) Until the first general election, an executive committee is established composed of seven members, four of whom shall be a quorum.

Execu-
tive com-
mittee.

Memb-
res.

Les membres du comité sont les maires de l'ancienne ville de Beauport, de l'ancienne cité de Giffard, de l'ancienne ville de Courville et de l'ancienne ville de Montmorency, un représentant choisi parmi les deux représentants nommés au conseil provisoire représentant l'ancienne municipalité de Sainte-Thérèse-de-Lisieux, un représentant choisi parmi les deux représentants nommés au conseil provisoire représentant l'ancienne ville de Villeneuve, et un représentant choisi parmi les conseillers et représentants nommés au conseil provisoire représentant l'ancienne ville de Beauport, l'ancienne cité de Giffard et l'ancienne municipalité de la paroisse de Saint-Michel-Archange.

The committee shall be made up of the mayors of the former town of Beauport, the former city of Giffard, the former town of Courville and the former town of Montmorency, a representative chosen from among the two representatives appointed to the provisional council representing the former municipality of Sainte-Thérèse-de-Lisieux, a representative chosen from among the two representatives appointed to the provisional council representing the former town of Villeneuve, and one representative chosen from among the councillors and representatives appointed to the provisional council representing the former town of Beauport, the former city of Giffard and the former parish municipality of Saint-Michel-Archange.

Composi-
tion.

Élection
au scrutin
secret.

Tous les membres du comité administratif, à l'exception des maires de l'ancienne ville de Beauport, de l'ancienne cité de Giffard, de l'ancienne ville de Courville et

All the members of the executive committee, except the mayors of the former town of Beauport, the former city of Giffard, the former town of Courville and

Election
by secret
ballot.

de l'ancienne ville de Montmorency, sont élus au scrutin secret par les membres du conseil provisoire de la ville, en tenant compte des contraintes territoriales décrites au deuxième alinéa du présent paragraphe, au cours d'une assemblée présidée par le maire et tenue sans convocation à l'Hôtel de ville de l'ancienne ville de Beauport le deuxième mercredi suivant l'entrée en vigueur de la Loi regroupant certaines municipalités de la région de Québec.

Le comité administratif est présidé par le maire.

Advenant le décès, la démission ou le refus d'agir d'un membre de ce comité administratif, le conseil provisoire choisit son remplaçant parmi les membres du conseil provisoire, tout en respectant les modalités de répartition requises pour la constitution du comité administratif en vertu du deuxième alinéa du présent paragraphe.

Le greffier est d'office secrétaire du comité administratif.

Le gérant assiste aux réunions du comité administratif.

2. Le comité administratif a pour fonction de superviser l'administration générale des affaires de la municipalité. Il prépare et soumet au conseil :

- a) les projets de règlements;
- b) le budget annuel;
- c) toute demande pour l'affectation du produit des emprunts ou pour tout autre crédit requis;
- d) toute demande pour virements de fonds ou de crédits déjà votés;
- e) tout rapport recommandant l'octroi de franchises et de privilèges;
- f) tout rapport concernant l'échange ou la location par bail emphytéotique d'immeuble appartenant à la ville et, en outre, à la location de ses biens meubles ou immeubles lorsque la durée du bail excède un an;
- g) toute autre question que lui soumet le conseil et qui est de la compétence de ce dernier;
- h) tout plan de classification des fonctions et des traitements qui s'y rattachent.

Le comité administratif doit rendre compte de ses travaux au conseil et aucun rapport ou décision n'a d'effet s'il n'est adopté ou ratifié par le conseil.

the former town of Montmorency, shall be elected by secret ballot by the members of the provisional council of the city, taking into account the territorial limitations described in the second paragraph of this subsection, at a meeting presided by the mayor and held without convocation at the Town Hall of the former town of Beauport on the second Wednesday after the coming into force of the Act to regroup certain municipalities in the region of Québec.

The executive committee shall be presided by the mayor.

In the event of the death, resignation or refusal to act of a member of the executive committee, the provisional council shall choose his replacement from among the members of the provisional council, in conformity with the terms of distribution prescribed for the establishment of the executive committee under the second paragraph of this subsection.

The clerk shall be *ex officio* the secretary to the executive committee.

The manager shall attend the meetings of the executive committee.

(2) The executive committee has the supervision of the general administration of the affairs of the municipality. It shall prepare and submit to the council :

- (a) the draft by-laws;
- (b) the annual budget;
- (c) every application for the allocation of the proceeds of loans (*emprunts*) or for any other requested credit;
- (d) every application for transfer of funds or credits already voted;
- (e) every report recommending the granting of franchises and privileges;
- (f) every report concerning the exchange or lease by emphyteutic lease of an immovable belonging to the city, and, in addition, the lease of its immovable or moveable property when the term of the lease exceeds one year;
- (g) any other question submitted by the council which comes under its jurisdiction;
- (h) any plan of classification of offices and related salaries.

The executive committee shall render an account of its work to the council and no report or decision shall have effect unless adopted or ratified by the council.

Presiding officer.

Replacement of members.

Secretary.

Manager.

Duties of committee.

Account rendered.

Président.

Remplacement des membres.

Secrétaire.

Gérant.

Fonctions du comité.

Reddition de compte au conseil.

Communi-
cations.

3. Toute communication entre le conseil et les services se fait par l'entremise du comité administratif. Les membres du conseil ne doivent s'adresser qu'au gérant pour tout renseignement concernant les services.

Idem.

Toute communication entre le comité administratif et les services se fait par l'entremise du gérant. Cependant, le comité administratif peut toujours convoquer un directeur de service pour l'obtention des renseignements qu'il désire.

Fonction-
naires
mainte-
nus en
service.

11. Sous bénéfice de leur service antérieur auprès des municipalités mentionnées à l'article 2, les fonctionnaires et employés de ces municipalités continuent leur service comme fonctionnaires et employés de la ville, aux postes que leur assignera le conseil, sans réduction de traitement, et ils demeurent en fonction sous réserve des dispositions de la loi.

Postes
comblés.

Jusqu'à ce que le conseil en décide autrement sous réserve du premier alinéa:

a) le gérant de l'ancienne ville de Beauport devient le gérant de la ville;

b) le greffier de l'ancienne cité de Giffard devient le greffier de la ville;

c) le trésorier de l'ancienne cité de Giffard devient le trésorier de la ville;

d) l'ingénieur et directeur du service des travaux publics de l'ancienne cité de Giffard devient le directeur des services techniques de la ville;

e) le secrétaire-trésorier de l'ancienne ville de Beauport devient le responsable des communications de la ville;

f) le directeur du service des loisirs et parcs de l'ancienne ville de Beauport devient le directeur des services communautaires de la ville;

g) le directeur du service de la protection publique de l'ancienne cité de Giffard devient le directeur de la protection publique de la ville;

h) le secrétaire-trésorier de l'ancienne ville de Villeneuve devient l'assistant du gérant de la ville;

i) le secrétaire-trésorier de l'ancienne ville de Montmorency devient l'assistant du greffier de la ville;

(3) Every communication between the council and the departments is effected through the executive committee. The members of the council shall address themselves only to the manager for any information concerning the departments.

Internal
commu-
nications.

Every communication between the executive committee and the departments is effected through the manager. However, the executive committee may always convoke the director of a department to obtain needed information.

Idem.

11. Subject to their prior service in the municipalities mentioned in section 2, the officers and employees of such municipalities shall continue their service as officers and employees of the city, in the positions assigned by the council, without reduction of salary, and they shall remain in function subject to the provisions of the law.

Officers
continue
in service.

Until the council decides otherwise subject to the first paragraph:

Officers
assigned.

(a) the manager of the former town of Beauport shall become the manager of the city;

(b) the clerk of the former city of Giffard shall become the clerk of the city;

(c) the treasurer of the former city of Giffard shall become the treasurer of the city;

(d) the engineer and director of the department of public works of the former city of Giffard shall become the director of the department of technical services of the city;

(e) the secretary-treasurer of the former town of Beauport shall have charge of communications for the city;

(f) the director of the recreation and parks department of the former town of Beauport shall become the director of community services for the city;

(g) the director of the public security department of the former city of Giffard shall become the director of public security for the city;

(h) the secretary-treasurer of the former town of Villeneuve shall become the assistant to the city manager;

(i) the secretary-treasurer of the former town of Montmorency shall become the assistant to the clerk of the city;

j) le secrétaire-trésorier de l'ancienne municipalité de Sainte-Thérèse-de-Lisieux devient l'archiviste de la ville;

k) le secrétaire-trésorier de l'ancienne ville de Courville devient l'assistant du trésorier de la ville.

(j) the secretary-treasurer of the former municipality of Sainte-Thérèse-de-Lisieux shall become keeper of the records of the city;

(k) the secretary-treasurer of the former town of Courville shall become the assistant to the treasurer of the city.

Nouveau zonage.

12. Le conseil peut, par un règlement applicable à la totalité du territoire de la ville et approuvé par le ministre des affaires municipales, décréter un nouveau zonage au sens du paragraphe 1^{er} de l'article 426 de la Loi des cités et villes.

12. The council may, by a by-law applicable to the entire territory of the city and approved by the Minister of Municipal Affairs, order a new zoning within the meaning of paragraph 1c of section 426 of the Cities and Towns Act.

New zoning by-law.

Avis d'adoption de règlement.

Le greffier doit, selon la loi, publier un avis de l'adoption du règlement; cet avis doit reproduire le texte du présent article et mentionner que les propriétaires intéressés qui désirent s'opposer au règlement peuvent faire connaître les motifs de leur opposition en s'adressant par écrit à la Commission municipale du Québec dans les trente jours suivant la publication de l'avis.

The clerk shall, in accordance with the law, publish a notice of the adoption of the by-law; such notice shall reproduce the text of this section and mention that the proprietors concerned who wish to oppose the by-law may make known the reasons for their opposition by applying in writing to the Québec Municipal Commission within thirty days after publication of the notice.

Notice of adoption.

Enquête publique.

À l'expiration de ce délai, la Commission municipale du Québec tient une enquête publique dont elle fait rapport au ministre des affaires municipales et au conseil municipal. Ce dernier peut, par résolution, modifier le règlement pour donner suite aux recommandations comprises dans le rapport.

Upon the expiry of such delay, the Québec Municipal Commission shall hold a public inquiry and shall report thereon to the Minister of Municipal Affairs and to the municipal council. The latter, by resolution, may amend the by-law to give effect to the recommendations contained in the report.

Public inquiry.

Abrogation, etc., de règlement.

Une fois en vigueur, le règlement adopté en vertu du présent article ne peut être abrogé ou modifié que suivant le paragraphe 1^{er} de l'article 426 de la Loi des cités et villes.

Once it is force, the by-law adopted under this section shall not be repealed or amended except in accordance with paragraph 1c of section 426 of the Cities and Towns Act.

Repeal, etc., of by-law.

Lot déclaré vacant.

13. 1. Le conseil peut, par règlement, déclarer comme vacant tout lot sur lequel aucune construction n'est érigée et qui, aux termes du règlement de zonage et de construction, a une superficie suffisante pour y permettre l'érection d'une habitation, tel que prévu dans telle dite zone où se trouve ledit lot. Cependant, cette disposition ne peut affecter en aucune façon les fermes et les boisés au sens de la Loi sur l'évaluation foncière (1971, chapitre 50).

13. (1) The council may, by by-law, declare vacant any lot whereon no structure is erected and which, under the terms of the zoning and building by-law, has an area sufficient for the erection of a dwelling as provided for in such zone where the said lot is located. However, such provision cannot in any way affect the farms and woodlots within the meaning of the Real Estate Assessment Act (1971, chapter 50).

Declaring lot vacant.

Taxe annuelle sur terrain vacant.

2. Par ce même règlement, le conseil peut, aux conditions qu'il détermine, en plus de tous pouvoirs qu'il détient déjà en vertu de la Loi des cités et villes, im-

(2) By the same by-law, the council, in addition to all its existing powers under the Cities and Towns Act, may impose, on such conditions as it may determine,

Tax on vacant lot.

poser sur tout terrain vacant tel que ci-dessus défini, en front duquel existe une rue et qui est desservi par le réseau d'égout et d'égout, une taxe annuelle à un taux non supérieur à \$40 par mille pieds de superficie, et ne pouvant en aucun cas excéder \$250 par terrain.

on any vacant lot as hereinabove defined, fronted by a street and serviced by the waterworks and sewer system, tax at an annual rate not in excess of \$40 per thousand square feet, and in no case in excess of \$250 per lot.

Budget.

14. Pour le premier exercice financier de la ville, le budget doit être préparé, adopté et transmis au ministre des affaires municipales avant le 15 mars 1976.

14. For the first fiscal year of the city, the budget must be prepared, adopted and forwarded to the Minister of Municipal Affairs before 15 March 1976.

Budget.

Uniformisation du rôle d'évaluation.

15. Pour les fins du premier exercice financier de la ville, le commissaire à l'évaluation doit, s'il y a lieu, procéder à l'uniformisation du rôle d'évaluation de la ville de façon à ce que tous les immeubles de la ville soient évalués sur une base égale et uniforme.

15. For the purposes of the first fiscal year of the city, the valuation commissioner shall, if need be, uniform the valuation roll of the city so that all the immovables in the city are assessed on an equal and uniform basis.

Uniforming valuation roll.

Dépôt.

Le dépôt du rôle ainsi uniformisé doit être fait par le commissaire à l'évaluation avant le 1^{er} mars 1976 au bureau du greffier et avis de ce dépôt doit être donné sans délai par ce dernier.

The roll thus uniformed must be deposited by the valuation commissioner before 1 March 1976 in the office of the clerk, and the clerk shall give notice of such deposit without delay.

Deposit.

Rôle d'évaluation de la ville.

Le rôle d'évaluation de la ville est réputé être celui résultant de cette uniformisation et entre en vigueur pour le premier exercice financier de la ville, à compter du jour du dépôt de ce rôle.

The valuation roll of the city is deemed that resulting from such uniforming and shall come into force for the first fiscal year of the city, from the day of deposit of such roll.

Valuation roll of the city.

Loi applicable.

Quant au reste, la Loi sur l'évaluation foncière s'applique intégralement.

The Real Estate Assessment Act is applicable in every respect with regard to all other matters.

Act applicable.

Avis d'évaluation et compte de taxes.

16. Pour le premier exercice financier de la ville, l'avis d'évaluation prévu à la Loi sur l'évaluation foncière (1971, chapitre 50) et le compte de taxe foncière générale doivent être transmis avant le 15 avril 1976.

16. For the first fiscal year of the city, the notice of assessment provided for in the Real Estate Assessment Act (1971, chapter 50) and the account for the general real estate tax must be forwarded before 15 April 1976.

Assessment notice and tax account.

Plaintes.

17. Pour le premier exercice financier de la ville, les plaintes doivent être déposées avant le 15 juin 1976 *mutatis mutandis* suivant les dispositions de la Loi sur l'évaluation foncière.

17. For the first fiscal year of the city, complaints must be filed before 15 June 1976 *mutatis mutandis* in accordance with the provisions of the Real Estate Assessment Act.

Complaints.

Uniformisation de la taxe foncière.

18. Le taux de la taxe foncière générale est uniformisé par le conseil, mais il peut, quant aux immeubles situés dans l'ancienne ville de Beauport, pour les trois premiers exercices financiers de la ville, être inférieur de pas plus de \$0.35 par cent dollars d'évaluation au taux de la taxe foncière générale ci-dessus prévu, et il

18. The rate of the general real estate tax shall be made uniform by the council, but may, as to the immovables situated in the former town of Beauport, for the first three fiscal years of the city, be under, by not more than \$0.35 per hundred dollars of assessment, the rate of the general real estate tax provided for above,

Uniforming real estate tax rate.

peut, quant aux immeubles situés dans l'ancienne municipalité de Sainte-Thérèse-de-Lisieux, pour les trois premiers exercices financiers de la ville, être inférieure de pas plus de \$0.18 par cent dollars d'évaluation au taux de la taxe foncière générale ci-dessus prévu.

and may, as to the immoveables situated in the former municipality of Sainte-Thérèse-de-Lisieux, for the first three fiscal years of the city, be under by not more than \$0.18 per hundred dollars of assessment, the rate of the general real estate tax provided for above.

Taxe
d'affaires.

19. Jusqu'à ce que le conseil en décide autrement par règlement, est imposée dans le territoire de la ville, conformément à l'article 527 de la Loi des cités et villes, une taxe d'affaires sur toutes les catégories ou classes de commerces ou occupations visées par l'article 526 de cette dernière loi. Pour le premier exercice financier de la ville, le taux de cette taxe d'affaires est de 5% de la valeur locative des immeubles ou parties d'immeubles dans lesquels s'exercent ces commerces ou occupations. Ce taux demeure en vigueur tant qu'il n'a pas été modifié par le conseil.

19. Until the council decides otherwise by by-law, a business tax shall be imposed in the territory of the city, in accordance with section 527 of the Cities and Towns Act, on all categories or classes of trades or occupations contemplated in section 526 of the said act. For the first fiscal year of the city, the rate of such business tax shall be 5% of the rental value of the immoveables or parts of immoveables in which such trades or occupations are carried on. Such rate shall remain in force so long as the council has not changed it.

Business
tax.

Tarifs
pour
l'eau.

20. Pour le premier exercice financier de la ville, sont en vigueur, pour la consommation de l'eau mesurée au compteur faite par les établissements commerciaux et industriels, les tarifs applicables en 1975 dans l'ancienne cité de Giffard. Pour la consommation de l'eau non mesurée au compteur faite par tels établissements, la charge est imposée par règlement du conseil.

20. For the first fiscal year of the city, the tariffs applicable in 1975 in the former city of Giffard shall be in force for water consumption, measured by meter, by commercial and industrial establishments. For water consumption not measured by meter by such establishments, the charge shall be imposed by by-law of the council.

Water
rates.

Charge
fixe.

Pour les autres consommateurs d'eau, la charge fixe annuelle est de \$65 par unité d'habitation.

For other water consumers the fixed annual charge shall be \$65 per housing unit.

Fixed
charge.

En
vigueur.

Ces tarifs demeurent en vigueur tant qu'ils n'ont pas été modifiés par le conseil.

Such tariffs shall remain in force until such time as the council changes them.

Effective
period.

Entente
conti-
nuée.

21. Nonobstant l'article 19, l'entente intervenue entre l'ancienne ville de Villeneuve et la compagnie des Ciments du Saint-Laurent, en date du 4 juin 1975, continue de s'appliquer selon les termes et conditions y mentionnés.

21. Notwithstanding section 19, the agreement entered into between the former town of Villeneuve and the St Lawrence Cement Company, dated 4 June 1975, shall continue to apply according to the terms and conditions mentioned therein.

Agree-
ment
contin-
ued.

Taxe de
vidanges.

22. Pour le premier exercice financier de la ville, sera imposée par règlement du conseil une taxe annuelle de vidanges ne pouvant excéder \$30 par unité d'habitation bénéficiant du service. Le conseil doit aussi imposer par règlement la taxe de vidanges applicable aux établissements

22. For the first fiscal year of the city, an annual garbage tax not exceeding \$30 per housing unit benefitting by the service shall be imposed. The council shall also impose by by-law the garbage tax applicable to commercial and industrial establishments, which is not subject to

Garbage
tax.

commerciaux et industriels, laquelle n'est pas sujette au maximum ci-dessus mentionné.

the maximum hereinabove mentioned.

Déficits.

23. Les déficits accumulés de chacune des municipalités mentionnées à l'article 2, à la date d'entrée en vigueur de la Loi regroupant certaines municipalités de la région de Québec, demeurent à la charge de l'ensemble des biens-fonds imposables de chacune de ces municipalités.

23. The accumulated deficits of each of the municipalities mentioned in section 2, on the date of the coming into force of the Act to regroup certain municipalities in the region of Québec, shall remain a charge on all the taxable real estate of each of such municipalities.

Surplus.

Les surplus accumulés de chacune des municipalités mentionnées à l'article 2 au moment de l'entrée en vigueur de la Loi regroupant certaines municipalités de la région de Québec serviront soit à payer des dépenses en immobilisation réparties sur l'ensemble des biens-fonds imposables de l'ancienne municipalité qui les a accumulés, soit à réduire les taxes foncières spéciales déjà à la charge, au moment de l'entrée en vigueur de la Loi regroupant certaines municipalités de la région de Québec, de l'ensemble des biens-fonds imposables de l'ancienne municipalité qui les a accumulés, soit les deux à la fois.

The accumulated surpluses of each of the municipalities mentioned in section 2 at the time of the coming into force of the Act to regroup certain municipalities in the region of Québec shall serve either to pay capital expenditures apportioned on all the taxable real estate of the former municipality which accumulated them, or to reduce the special real estate taxes being a charge, at the time of the coming into force of the Act to regroup certain municipalities in the region of Québec, on all the taxable real estate of the former municipality which accumulated them, or both at the same time.

Taxes
spéciales
pour
emprunts.

24. Sujet à l'application préalable, le cas échéant, du deuxième alinéa de l'article 23, les taxes spéciales imposées en vertu des clauses d'imposition contenues dans les règlements d'emprunts adoptés par chacune des municipalités mentionnées à l'article 2 et destinées au remboursement d'emprunts ou partie d'emprunts deviennent, pour le reste du terme respectif de chacun de ces emprunts ou partie d'emprunts, à la charge de tous les biens-fonds imposables de la ville selon la valeur de ces biens-fonds telle qu'elle apparaît au rôle d'évaluation en vigueur chaque année.

24. Subject to prior application, as the case may be, of the second paragraph of section 23, the special taxes imposed under the taxation clauses contained in the loan by-laws adopted by each of the municipalities mentioned in section 2 and intended for the reimbursement of loans or parts of loans shall become, for the remainder of the respective terms of each of such loans or parts of loans, a charge on all the taxable real estate of the city according to the value of such real estate as it appears on the valuation roll in force each year.

Excep-
tion.

Toutefois, la taxe spéciale imposée en vertu de l'article 10 du règlement numéro 263 de l'ancienne ville de Villeneuve, ainsi que la taxe spéciale imposée en vertu de l'article 18 du règlement numéro 685 de l'ancienne cité de Giffard jusqu'à concurrence, pour ce dernier règlement, d'un montant en capital de \$85,000 et de la part y afférente des intérêts, demeurent respectivement à la charge de l'ensemble des biens-fonds imposables de l'ancienne ville de Villeneuve et de l'ancienne cité de Giffard, selon le même mode d'imposition.

However, the special tax imposed under article 10 of by-law number 263 of the former town of Villeneuve, and the special tax imposed under article 18 of by-law number 685 of the former city of Giffard, up to a capital amount of \$85,000 in the case of the latter by-law and the portion of the interest related thereto, shall remain respectively a charge on the aggregate of the taxable real estate of the former town of Villeneuve and of the former city of Giffard, according to the same mode of taxation.

Dette à la suite d'une poursuite, etc.	25. Toute dette qui pourrait survenir à la suite d'une poursuite judiciaire ou d'une transaction, pour un ou des actes posés par une municipalité mentionnée à l'article 2, est à la charge de l'ensemble des biens-fonds imposables de cette ancienne municipalité.	25. Every debt which could occur following a judicial suit or a transaction, for one or more acts performed by a municipality mentioned in section 2, shall be a charge on the aggregate of the taxable real estate of that former municipality.	Debt following suit, etc.
Fonds industriels.	26. Les fonds industriels constitués par l'une ou l'autre des municipalités mentionnées à l'article 2 deviennent le fonds industriel de la ville.	26. The industrial funds constituted by one or another of the municipalities mentioned in section 2 shall become the industrial fund of the city.	Industrial fund.
Emprunts pour fins industrielles.	Tout règlement d'emprunt pour fins industrielles adopté par l'une ou l'autre de ces municipalités devient, pour le reste du terme de cet emprunt, à la charge de tous les biens-fonds imposables de la ville.	Every loan by-law for industrial purposes made by one or another of the municipalities shall become for the remainder of the term of such loan, a charge on all taxable real estate of the city.	By-law for industrial loan.
Fonds de roulement.	27. Les fonds de roulement des anciennes municipalités de la cité de Giffard, de la ville de Beauport et de la ville de Courville deviennent le fonds de roulement de la ville.	27. The working funds of the former city of Giffard, town of Beauport and town of Courville shall become the working fund of the city.	Working fund.
Emprunts pour dotation en capital.	Tous les règlements d'emprunts adoptés par ces anciennes municipalités pour la dotation en capital de leurs fonds de roulement deviennent, pour le reste du terme de ces emprunts, à la charge de tous les biens-fonds imposables de la ville.	Every loan by-law made by such former municipalities for capital endowment of its working fund shall become, for the remainder of the term of such loan, a charge on all taxable real estate of the city.	By-law for capital endowment loan.
Emprunts des fonds.	Tous les emprunts à ces fonds deviennent, pour le reste du terme de ces emprunts, à la charge de tous les biens-fonds imposables de la ville.	Every loan from such funds shall become, for the remainder of the term of such loan, a charge on all the taxable real estate of the city.	Loans from funds.
Constitution.	28. Est incorporé un office municipal d'habitation, sous le nom de « Office municipal d'habitation de la ville de Beauport ».	28. A municipal housing bureau is incorporated, under the name "Municipal Housing Bureau of the City of Beauport".	Housing bureau incorporated.
Succession.	Cet office succède, avec les mêmes pouvoirs, à l'Office municipal d'habitation de Giffard, lequel est éteint, et les troisième et quatrième alinéas de l'article 56 de la Loi de la Société d'habitation du Québec (1966/1967, chapitre 55) s'appliquent à cette succession.	Such bureau shall succeed to the Municipal Housing Bureau of Giffard, which is extinguished. The third and fourth paragraphs of section 56 of the Québec Housing Corporation Act (1966/1967, chapter 55) apply to such succession.	Succession.
Siège social.	Le siège social de l'Office municipal d'habitation de la ville de Beauport est situé dans les limites du territoire de la ville.	The head office of the Municipal Housing Bureau of the City of Beauport is situated within the limits of the territory of the city.	Head office.
Membres.	Les membres de l'Office sont les membres de l'ancien office municipal de Giffard en fonction le 31 décembre 1975.	The members of the Bureau are the members of the former municipal bureau of Giffard in office on 31 December 1975.	Members.
Dispositions applicables.	Les articles 55 et 56 de la Loi de la Société d'habitation du Québec s'appli-	Sections 55 and 56 of the Québec Housing Corporation Act apply to the Municip-	Applicable provisions.

quent à l'Office municipal d'habitation de la ville de Beauport comme s'il avait été constitué par lettres patentes en vertu de ladite loi.

pal Housing Bureau of the city of Beauport as if it were constituted by letters patent under the said act.

Cour municipale.

29. Il y a pour la ville une cour d'archives appelée « Cour municipale de Beauport ».

29. There shall be for the city a court of record called the "Municipal Court of the City of Beauport". Municipal Court.

Cours abolies.

À compter de la nomination du premier juge de la Cour municipale de Beauport, sont abolies les cours municipales de l'ancienne ville de Beauport et de l'ancienne cité de Giffard.

From the appointment of the first judge of the Municipal Court of the City of Beauport, the Municipal Courts of the former town of Beauport and of the former city of Giffard shall be abolished. Courts abolished.

Transmission des dossiers, etc.

Les dossiers, registres, documents et archives des cours abolies, et ceux de la Cour municipale de la cité de Charlesbourg relatifs à l'ancienne municipalité de la paroisse de Saint-Michel-Archange, sont transmis au greffier de la Cour municipale de Beauport et deviennent les dossiers, registres, documents et archives de la Cour municipale de Beauport.

The files, registers, documents and records of the abolished courts and those of the Municipal Court of the city of Charlesbourg relating to the former parish municipality of Saint-Michel-Archange shall be sent to the clerk of the Municipal Court of Beauport and shall become the files, registers, documents and records of the Municipal Court of Beauport. Transmission of court records, etc.

Procédures pendantes.

Toutes les procédures pendantes devant les Cours municipales abolies ainsi que devant la Cour municipale de la cité de Charlesbourg, quant à celles relatives à l'ancienne municipalité de la paroisse de Saint-Michel-Archange, sont continuées et tous les jugements non exécutés sont remis à exécution devant la Cour municipale de Beauport comme si ces procédures y avaient été intentées ou ces jugements y avaient été rendus.

All actions pending before the abolished Municipal Courts as well as before the Municipal Court of the city of Charlesbourg, respecting those relating to the former parish municipality of Saint-Michel-Archange, shall be continued and all judgments not executed shall be remitted for execution before the Municipal Court of Beauport as if such proceedings had been instituted before it or such judgments rendered thereby. Pending actions.

Greffier.

Le greffier de la Cour municipale de l'ancienne ville de Beauport devient le greffier de la Cour municipale de la ville, jusqu'à ce que le conseil en décide autrement.

The clerk of the Municipal Court of the former town of Beauport shall become the clerk of the Municipal Court of the city, until the council decides otherwise. Clerk.

Proclamation maintenue.

Toute proclamation soumettant le territoire d'une municipalité à la juridiction de la Cour municipale de l'ancienne ville de Beauport est maintenue en vigueur et s'applique à la Cour municipale de la ville.

Every proclamation submitting the territory of a municipality to the jurisdiction of the Municipal Court of the former town of Beauport is maintained in force and applies to the Municipal Court of the city. Proclaimed jurisdiction maintained.

Population de la ville.

30. À compter de l'entrée en vigueur de la Loi regroupant certaines municipalités de la région de Québec, la population de la ville pour les fins de l'article 4b de la Loi des cités et villes, est constituée, jusqu'à ce que le lieutenant-gouverneur en conseil en reconnaisse une autre, de la somme des populations des municipalités mentionnées à l'article 2.

30. From the coming into force of the Act to regroup certain municipalities in the region of Québec, the population of the city for the purposes of section 4b of the Cities and Towns Act, shall be constituted, until the Lieutenant-Governor in Council recognizes another, by the sum of the populations of the municipalities mentioned in section 2. Population.

Signature des chèques.

31. Jusqu'à ce que le conseil en décide autrement, la personne désignée pour exercer la charge de maire pour la durée du conseil provisoire et le trésorier de la ville sont autorisés à signer, au nom de la ville, les chèques de paie destinés au personnel de la ville.

31. Until the council decides otherwise, the person designated to fulfil the office of mayor for the term of the provisional council and the treasurer of the city are authorized to sign, in the name of the city, the pay cheques intended for the personnel of the city.

Signing of pay cheques.

Inventaire des documents, etc.

32. Dans les douze mois suivant l'entrée en vigueur de la Loi regroupant certaines municipalités de la région de Québec, le greffier de la ville fera un inventaire de tous les documents, règlements, procès-verbaux, rôles d'évaluation, photographies, permis de construire, cartes, plans, rapports et autres, produits ou reçus par les municipalités mentionnées à l'article 2.

32. Within the twelve months after the coming into force of the Act to regroup certain municipalities in the region of Québec, the city clerk shall make an inventory of all the documents, by-laws, minutes, valuation rolls, photographs, building permits, maps, plans, reports and other papers, produced or received by the municipalities mentioned in section 2.

Inventory of documents, etc.

Conservation.

Tous les documents et pièces nécessaires à la bonne marche de la ville y seront conservés. Quant aux autres documents et pièces, seront confiés à la garde du Conservateur des Archives nationales du Québec ceux qu'il aura jugés d'intérêt historique et ce, en vertu des dispositions relatives aux Archives nationales du Québec contenues dans la Loi du ministère des affaires culturelles (Statuts refondus, 1964, chapitre 57).

All documents and instruments necessary for the proper administration of the city shall be kept there. As for the other documents and instruments, those deemed by the Keeper of the National Archives of Québec to be of historical interest shall be entrusted to his care, in accordance with the provisions relating to the National Archives of Québec contained in the Cultural Affairs Department Act (Revised Statutes, 1964, chapter 57).

Keeping of documents, etc.

Règlement applicable.

33. Le règlement numéro 643 concernant la rémunération du maire et des conseillers de l'ancienne ville de Beauport s'applique à la ville, jusqu'à ce que le conseil en décide autrement conformément à la loi.

33. By-law number 643 respecting the remuneration of the mayor and councillors of the former town of Beauport shall apply to the city, until the council decides otherwise according to law.

By-law applicable.

Idem.

34. Le règlement numéro 648 concernant l'adhésion de l'ancienne ville de Beauport au régime général de retraite créé par la Loi concernant les régimes de retraites des maires et des conseillers des cités et villes (1974, chapitre 48) s'applique à la ville, jusqu'à ce que le conseil en décide autrement conformément à la loi.

34. By-law number 648 respecting the former town of Beauport's joining the general retirement plan created by the Act respecting retirement plans for mayors and councillors of cities and towns (1974, chapter 48) shall apply to the city until the council decides otherwise according to law.

Idem.

Fonds spécial.

35. Les deniers accumulés au moment de l'entrée en vigueur de la Loi regroupant certaines municipalités de la région de Québec, dans le fonds spécial constitué en vertu du septième alinéa du paragraphe 8° de l'article 429 de la Loi des cités et villes, par chacune des anciennes municipalités visées à l'article 2, ne peuvent être utilisés

35. The moneys accumulated, at the time of the coming into force of the Act to regroup certain municipalities of the region of Québec, in the special fund established under the seventh paragraph of paragraph 8 of section 429 of the Cities and Towns Act, by each of the former municipalities contemplated in section 2,

Special fund.

qu'à l'égard d'immeubles situés dans l'ancienne municipalité qui les a accumulés.

may be used only in respect of immovables situated in the former municipality which accumulated them.

Maire
de
Giffard.

36. Jusqu'à la première élection générale, le maire de l'ancienne cité de Giffard continue d'être membre du Bureau d'assainissement des eaux du Québec métropolitain pour la Zone II de l'Annexe de la Loi du Bureau d'assainissement des eaux du Québec métropolitain (1968, chapitre 56).

36. Until the first general election, the mayor of the former city of Giffard shall continue to be a member of the Greater Québec Water Purification Board for Zone II of the Schedule to the Greater Québec Water Purification Board Act (1968, chapter 56). Giffard
mayor on
Water
Board.

Disposi-
tions ap-
plicables.

37. L'article 25 de la Loi constituant en corporation la cité de Giffard (1953 1954, chapitre 83) et les articles 6, 7, 8, 9, 10, 11 et 13 de la Loi concernant La paroisse de Saint-Michel-Archange et la cité de Giffard (1958 1959, chapitre 128) demeurent en vigueur et s'appliquent, *mutatis mutandis*, à la ville. »

37. Section 25 of the Act to incorporate the city of Giffard (1953 1954, chapter 83) and sections 6, 7, 8, 9, 10, 11 and 13 of the Act respecting The parish of Saint-Michel-Archange and the city of Giffard (1958 1959, chapter 128) shall remain in force and shall apply, *mutatis mutandis*, to the city. » Applic-
able
provi-
sions.

Constitu-
tion.

2. Est constituée la ville de Charlesbourg, dont la charte se lit comme suit :

2. The City of Charlesbourg is incorporated and its charter reads as follows: Incor-
poration.

« CHARTE DE LA VILLE
DE CHARLESBOURG

"CHARTER OF THE CITY
OF CHARLESBOURG

Corpora-
tion de
ville.
Nom.

1. Les habitants et contribuables du territoire décrit à l'annexe II de la Loi regroupant certaines municipalités de la région de Québec forment une corporation de ville sous le nom de « Ville de Charlesbourg », ci-après appelée « la ville ».

1. The inhabitants and ratepayers of the territory described in Schedule II to the Act to regroup certain municipalities in the region of Québec are incorporated as a city under the name of "The City of Charlesbourg", hereinafter called "the city". City
corpora-
tion.
Name.

Succes-
sion aux
droits,
etc.

2. La ville succède aux droits, obligations et charges de la cité de Charlesbourg, des villes d'Orsainville et de Notre-Dame-des-Laurentides et de la municipalité de Charlesbourg-Est. Elle devient, sans reprise d'instance, partie à toute instance, aux lieu et place de ces municipalités.

2. The city shall succeed to the rights, obligations and charges of the city of Charlesbourg, the towns of Orsainville and Notre-Dame-des-Laurentides and the municipality of Charlesbourg-Est. It becomes, without continuance of suit, party to any action in the place and stead of such municipalities. Succes-
sion to
rights,
etc.

Règle-
ments,
etc.,
demeu-
rent en
vigueur.

Les règlements, résolutions, procès-verbaux, rôles d'évaluation, rôles de perception, conventions collectives et autres actes de chacune de ces municipalités demeurent en vigueur dans le territoire pour lequel ils ont été faits jusqu'à leur amendement, leur annulation ou leur abrogation, et dans la mesure où ils sont compatibles avec les dispositions de la présente charte ou de quelque autre loi.

The by-laws, resolutions, minutes, assessment roll, collection rolls, collective agreements and other deeds of each of such municipalities shall remain in force within the territory for which they have been made until they are amended, quashed or repealed and to the extent that they are consistent with the provisions of this charter or any other act whatever. By-laws,
etc.,
remain
in force.

Loi applicable.

3. La Loi des cités et villes (Statuts refondus, 1964, chapitre 193) régit la ville dans la mesure où ses dispositions sont conciliables avec celles de la présente charte.

Première élection.

4. La première élection générale a lieu, pour la ville, en novembre 1976, selon l'article 173 de la Loi des cités et villes.

Conseil provisoire.

5. Jusqu'à la première élection générale, le conseil provisoire est composé de quinze membres, dont le maire et six conseillers de l'ancienne cité de Charlesbourg, le maire et trois conseillers de l'ancienne ville d'Orsainville, le maire et un conseiller de l'ancienne ville de Notre-Dame-des-Laurentides et le maire et un conseiller de l'ancienne municipalité de Charlesbourg-Est.

Nomination des conseillers.

Les conseillers ci-dessus mentionnés sont nommés par le conseil de l'ancienne municipalité dont ils faisaient partie au cours d'une séance spéciale qui est convoquée et tenue dans les sept jours suivant l'entrée en vigueur de la Loi regroupant certaines municipalités de la région de Québec, suivant les dispositions législatives qui régissaient cette municipalité.

Nomination par le ministre.

Si l'une ou l'autre de ces nominations n'est pas faite dans le délai fixé, le ministre des affaires municipales fixe la date et le mode de convocation d'une autre séance ou d'une autre assemblée selon le cas; si l'une ou l'autre de ces nominations n'est pas faite au cours de cette autre séance ou de cette autre assemblée, selon le cas, le ministre des affaires municipales peut procéder à telle nomination.

Quorum.

Le quorum du conseil provisoire est de neuf membres.

Maire.

Le maire de l'ancienne cité de Charlesbourg exerce la charge de maire du conseil provisoire de la ville.

Maire suppléant.

Au conseil provisoire, pour les trois premiers mois, le maire suppléant est le maire de l'ancienne municipalité de Charlesbourg-Est, pour les trois mois suivants, le maire suppléant est le maire de l'ancienne ville de Notre-Dame-des-Laurentides; et pour le reste du terme du conseil provisoire, le maire de l'ancienne ville d'Orsainville exerce la charge de maire suppléant.

Act applicable.

3. The Cities and Towns Act (Revised Statutes, 1964, chapter 193) shall govern the city to the extent that its provisions are consistent with those of this charter.

First election.

4. The first general election shall be held, for the city, in November 1976, in accordance with section 173 of the Cities and Towns Act.

Provisional council.

5. Until the first general election, the provisional council shall be composed of fifteen members, including the mayor and six councillors of the former city of Charlesbourg, the mayor and three councillors of the former town of Orsainville, the mayor and one councillor of the former town of Notre-Dame-des-Laurentides and the mayor and one councillor of the former municipality of Charlesbourg-Est.

Appointment.

The councillors hereinabove mentioned shall be appointed by the council of the former municipality on which they sat at a special sitting called and held within seven days after the coming into force of the Act to regroup certain municipalities in the region of Québec according to the provisions of law which governed such municipality.

Appointment by Minister.

If one or another of such appointments is not made within the fixed delay, the Minister of Municipal Affairs shall fix the date and mode of calling of another sitting or meeting, as the case may be; if one or another of such appointments is not made during such other sitting or meeting, as the case may be, the Minister of Municipal Affairs may proceed to such appointment.

Quorum.

Nine members of the provisional council shall be a quorum.

Mayor.

The mayor of the former city of Charlesbourg shall be mayor of the provisional council of the city.

Acting mayor.

On the provisional council, for the first three months, the acting mayor shall be the mayor of the former municipality of Charlesbourg-Est; for the ensuing three months, the acting mayor shall be the mayor of the former town of Notre-Dame-des-Laurentides; and for the remainder of the term of the provisional council, the mayor of the former town of Orsainville shall be acting mayor.

Membres
du
conseil en
défaut
d'assister
aux
séances.

Si aucun membre du conseil d'une municipalité mentionnée à l'article 2 n'assiste aux deux premières séances du conseil provisoire, le ministre des affaires municipales peut désigner, parmi les personnes possédant le cens d'éligibilité et résidant dans le territoire de la municipalité dont tous les membres du conseil sont en défaut, le nombre de personnes requis pour siéger aux lieu et place des personnes en défaut.

If no member of the council of a municipality mentioned in section 2 attends the first two sittings of the provisional council, the Minister of Municipal Affairs may designate, among the persons having property qualification and residing in the territory of the municipality of which all the members of the council are in default, the number of persons required to sit in the place and stead of the persons in default.

Where no
member
attends
sittings.

Délégué
à la
C.U.Q.

6. Jusqu'à la première élection générale, le maire de l'ancienne ville d'Orsainville est le membre du comité exécutif de la Communauté urbaine de Québec pour le secteur numéro 4 de l'annexe A de la Loi de la Communauté urbaine de Québec (1969, chapitre 83).

6. Until the first general election, the mayor of the former town of Orsainville shall be the member of the executive committee of the Québec Urban Community for sector number 4 of Schedule A to the Québec Urban Community Act (1969, chapter 83).

Orsain-
ville
mayor to
Q.U.C.
exec. com.

S.R., c.
193, a. 19,
remp.
pour la
ville.

7. L'article 19 de la Loi des cités et villes est remplacé pour la ville par le suivant :

7. Section 19 of the Cities and Towns Act is replaced for the city by the following :

R.S., c.
193, s. 19,
replaced
for city.

Première
séance du
conseil.

« 19. La première séance du conseil a lieu le troisième lundi suivant le 1^{er} janvier 1976; s'il arrive que ce jour soit férié, elle a lieu le premier jour non férié qui suit. Cette séance a lieu à 20h00, en la salle de l'Hôtel de ville de l'ancienne cité de Charlesbourg. Si cette séance n'est pas tenue au jour fixé, le greffier en reporte la date et convoque les membres du conseil selon les deuxième et troisième alinéas de l'article 354. »

“19. The first sitting of the council shall be held on the second Monday following 1 January 1976; if such day is a holiday, it shall be held on the first following day that is not a holiday. Such sitting shall be held at 8:00 o'clock P.M. at the Town Hall of the former city of Charlesbourg. If such sitting is not held on the day fixed, the clerk shall postpone the date and convoke the members of the council in accordance with the second and third paragraphs of section 354.”

First
sitting of
council.

Lieu des
séances.

8. Jusqu'à ce que le conseil en décide autrement selon la loi, le lieu de ses séances est au lieu des séances du conseil de l'ancienne cité de Charlesbourg.

8. Until the council decides otherwise according to law, the place of its sittings shall be the place where the former city of Charlesbourg held its sittings.

Place of
sittings.

Compo-
sition du
conseil.

9. À compter de la première élection générale, le conseil se compose de onze membres, dont un maire et dix conseillers.

9. From the first general election, the council shall be composed of eleven members, including the mayor and ten councillors.

Composi-
tion.

Quar-
tiers.

10. Pour la première élection générale, le conseil doit diviser le territoire de la ville en six quartiers, en tenant compte de l'aspect rural. Le conseil doit adopter et faire publier son règlement au plus tard le 1^{er} juillet 1976, à défaut de quoi le ministre des affaires municipales est habilité à effectuer lui-même cette division et à la

10. For the first general election, the council shall divide the territory of the city into six wards, having regard to the rural areas. The council must adopt its by-law and cause it to be published on or before 1 July 1976, failing which the Minister of Municipal Affairs may personally effect such division and cause it to be

Wards.

faire publier selon l'article 391 de la Loi des cités et villes. Le cas échéant, la décision du ministre a le même effet que si elle avait été adoptée par le conseil.

published in accordance with section 391 of the Cities and Towns Act. Where such is the case, the decision of the Minister shall have the same effect as if it had been adopted by the council.

Quartier. **11.** L'ancienne municipalité de Charlesbourg-Est constitue, pour la première élection générale, un quartier représenté au conseil par le siège numéro 10. Tout candidat à ce siège doit, en sus des qualités exigées par la loi, avoir son domicile ou sa résidence, selon le cas, dans ce territoire pendant la durée de son mandat.

11. The former municipality of Charlesbourg-Est shall constitute, for the first general election, one ward represented on the council by seat No. 10. Every candidate to such seat must, in addition to the qualification required by law, have his domicile or residence, as the case may be, in such territory during his term of office.

Commission d'urbanisme. **12.** Jusqu'à ce que le conseil en décide autrement, la commission d'urbanisme de la ville comprend, entre autres membres, au moins un représentant de chacune des municipalités mentionnées à l'article 2.

12. Until the council decides otherwise, the town-planning committee of the city shall include, among other members, at least one representative from each of the municipalities mentioned in section 2.

Comité administratif. **13. 1.** Jusqu'à la première élection générale, est institué un comité administratif composé de cinq membres et dont le quorum est de trois.

13. (1) Until the first general election, an executive committee is established composed of five members, three of whom shall be a quorum.

Membres. Les membres du comité sont le maire et un conseiller de l'ancienne cité de Charlesbourg et les maires de l'ancienne ville d'Orsainville, de l'ancienne ville de Notre-Dame-des-Laurentides et de l'ancienne municipalité de Charlesbourg-Est.

The members of the committee shall be made up of the mayor and one councillor of the former city of Charlesbourg and the mayors of the former town of Orsainville, the former town of Notre-Dame-des-Laurentides and the former municipality of Charlesbourg-Est.

Nomination de conseiller. Le conseiller de l'ancienne cité de Charlesbourg est nommé par le conseil de l'ancienne municipalité dont il faisait partie au cours d'une séance spéciale qui est convoquée et tenue dans les sept jours suivant l'entrée en vigueur de la Loi regroupant certaines municipalités de la région de Québec, suivant les dispositions législatives qui régissaient cette municipalité.

The councillor of the former city of Charlesbourg shall be appointed by the council of the municipality of which he was a member at a special sitting called and held within seven days following the coming into force of the Act to regroup certain municipalities in the region of Québec in accordance with the provisions of law which governed such municipality.

Président. Le comité administratif est présidé par le maire.

The executive committee shall be presided over by the mayor.

Remplacement des membres. Advenant le décès, la démission ou le refus d'agir d'un membre de ce comité administratif, le conseil provisoire choisit son remplaçant parmi les membres du conseil provisoire, tout en respectant les modalités de répartition requises pour la constitution du comité administratif en vertu du deuxième alinéa du présent paragraphe.

In the case of death, resignation or refusal to act of a member of such executive committee, the provisional council shall choose his replacement from among the members of the provisional council, while complying with the terms and conditions of apportionment required for the constitution of the executive committee under the second paragraph of this paragraph.

Secrétaire. Le greffier est d'office secrétaire du comité administratif.

The clerk is *ex officio* secretary of the executive committee.

Gérant.	Le gérant assiste aux réunions du comité administratif.	The manager shall attend the meetings of the executive committee.	Manager.
Fonction du comité.	2. Le comité administratif a pour fonctions de superviser l'administration générale des affaires de la municipalité. Il prépare et soumet au conseil:	(2) The executive committee has the supervision of the general administration of the affairs of the municipality. It shall prepare and submit to the council:	Duties of committee.
	a) les projets de règlements;	(a) the draft by-laws;	
	b) le budget annuel;	(b) the annual budget;	
	c) toute demande pour l'affectation du produit des emprunts ou pour tout autre crédit requis;	(c) every application for the allocation of the proceeds of loans (<i>emprunts</i>) or for any other requested credit;	
	d) toute demande pour virements de fonds ou de crédits déjà votés;	(d) every application for transfer of funds or credits already voted;	
	e) tout rapport recommandant l'octroi de franchises et de privilèges;	(e) every report recommending the granting of franchises and privileges;	
	f) tout rapport concernant l'échange ou la location par bail emphytéotique d'immeuble appartenant à la ville et, en outre, à la location de ses biens meubles ou immeubles lorsque la durée du bail excède un an;	(f) every report concerning the exchange or lease by emphyteutic lease of an immovable belonging to the city, and, in addition, the lease of its immovable or moveable property when the term of the lease exceeds one year;	
	g) toute autre question que lui soumet le conseil et qui est de la compétence de ce dernier;	(g) any other question submitted by the council which comes under its jurisdiction;	
	h) tout plan de classification des fonctions et des traitements qui s'y rattachent.	(h) any plan of classification of offices and related salaries.	
Reddition de compte au conseil.	Le comité administratif doit rendre compte de ses travaux au conseil et aucun rapport ou décision n'a d'effet s'il n'est adopté ou ratifié par le conseil.	The executive committee must make a report of its work to the council and no report or decision shall have effect unless adopted or ratified by the council.	Account rendered.
Communications.	3. Toute communication entre le conseil et les services se fait par l'entremise du comité administratif.	(3) Every communication between the council and the departments is effected through the executive committee.	Internal communications.
Idem.	Toute communication entre le comité administratif et les services se fait par l'entremise du gérant. Cependant, le comité administratif peut toujours convoquer un directeur de service pour l'obtention des renseignements qu'il désire.	Every communication between the executive committee and the departments is effected through the manager. However, the executive committee may always convoke the director of a department to obtain needed information.	Idem.
Fonctionnaires maintenus en service.	14. Sous bénéfice de leur service antérieur auprès des municipalités mentionnées à l'article 2, les fonctionnaires et employés de ces municipalités continuent leur service comme fonctionnaires et employés de la ville, aux postes que leur assignera le conseil, sans réduction de traitement, et ils demeurent en fonction sous réserve des dispositions de la loi.	14. Subject to their prior service in the municipalities mentioned in section 2, the officers and employees of such municipalities shall continue their service as officers and employees of the city, in the positions assigned by the council, without reduction of salary, and they shall remain in function subject to the provisions of the law.	Officers continue in service.
Postes comblés.	Jusqu'à ce que le conseil en décide autrement sous réserve du premier alinéa:	Until the council decides otherwise subject to the first paragraph:	Offices assigned.
	a) le directeur général de l'ancienne cité de Charlesbourg devient le gérant de la ville;	(a) the general manager of the former city of Charlesbourg shall become the manager of the city;	

b) le greffier de l'ancienne cité de Charlesbourg devient le greffier de la ville;

c) le trésorier de l'ancienne cité de Charlesbourg devient le trésorier de la ville;

d) les directeurs des services techniques, de la protection publique, des loisirs, des services juridiques, du personnel et de l'information de l'ancienne cité de Charlesbourg deviennent respectivement les directeurs des services techniques, de la protection publique, des loisirs, des services juridiques, du personnel et des communications de la ville;

e) le directeur des services de l'ancienne ville d'Orsainville devient l'adjoint au gérant de la ville;

f) le trésorier de l'ancienne ville d'Orsainville devient l'assistant-trésorier de la ville; dans l'éventualité où un poste supérieur à celui d'assistant-trésorier à l'intérieur du service de la trésorerie deviendrait vacant ou serait créé, la candidature de l'assistant-trésorier de la ville devra être considérée;

g) le directeur des loisirs de l'ancienne ville d'Orsainville devient l'adjoint au directeur des loisirs de la ville;

h) le directeur des travaux publics de l'ancienne ville d'Orsainville devient le surintendant des travaux publics de la ville pour une période temporaire d'un an; si à l'expiration de cette période, le surintendant de la ville ne satisfait pas aux exigences du poste, il pourra alors être affecté à un autre poste;

i) le secrétaire-trésorier de l'ancienne municipalité de Charlesbourg-Est devient attaché au service du greffe de la ville;

j) le directeur-greffier de l'ancienne ville de Notre-Dame-des-Laurentides devient attaché au service de la gérance et responsable des projets spéciaux de la ville;

k) le directeur de la protection publique de l'ancienne ville de Notre-Dame-des-Laurentides devient capitaine à l'administration au service de la protection publique de la ville.

(b) the clerk of the former city of Charlesbourg shall become the clerk of the city;

(c) the treasurer of the former city of Charlesbourg shall become the treasurer of the city;

(d) the directors of the technical services, public security, recreation, law, personnel and information departments of the former city of Charlesbourg shall become the directors of the technical services, public security, recreation, law, personnel and communications departments, respectively, of the city;

(e) the director of services of the former town of Orsainville shall become the assistant to the manager of the city;

(f) the treasurer of the former town of Orsainville shall become the assistant-treasurer of the city; in the event that an office higher than that of assistant-treasurer in the treasury department becomes vacant or is created, the application of the assistant-treasurer of the city shall be considered;

(g) the director of recreation of the former town of Orsainville shall become the assistant to the director of recreation of the city;

(h) the director of public works of the former town of Orsainville shall become the superintendent of public works of the city for a temporary period of one year; if at the end of that period the superintendent of the city does not satisfy the requirements of the office, he may be appointed to another office;

(i) the secretary-treasurer of the former municipality of Charlesbourg-Est shall be attached to the clerk's office of the city;

(j) the manager-clerk of the former town of Notre-Dame-des-Laurentides shall be attached to the manager's office and be responsible for special projects of the city;

(k) the director of public security of the former town of Notre-Dame-des-Laurentides shall become captain in the administrative branch of the public security department of the city.

Nouveau
zonage.

15. Le conseil peut, par un règlement applicable à la totalité du territoire de la ville et approuvé par le ministre des affaires municipales, décréter un nouveau

15. The council may, by a by-law applicable to the entire territory of the city and approved by the Minister of Municipal Affairs, order a new zoning within the

New
zoning
by-law.

zonage au sens du paragraphe 1^o de l'article 426 de la Loi des cités et villes.

Avis d'adoption de règlement. Le greffier doit, selon la loi, publier un avis de l'adoption du règlement; cet avis doit reproduire le texte du présent article et mentionner que les propriétaires intéressés qui désirent s'opposer au règlement peuvent faire connaître les motifs de leur opposition en s'adressant par écrit à la Commission municipale du Québec dans les trente jours suivant la publication de l'avis.

Enquête publique. À l'expiration de ce délai, la Commission municipale du Québec tient une enquête publique dont elle fait rapport au ministre des affaires municipales et au conseil municipal. Ce dernier peut, par résolution, modifier le règlement pour donner suite aux recommandations comprises dans le rapport.

Abrogation, etc., de règlement. Une fois en vigueur, le règlement adopté en vertu du présent article ne peut être abrogé ou modifié que suivant le paragraphe 1^o de l'article 426 de la Loi des cités et villes.

Lot déclaré vacant. **16. 1.** Le conseil peut, par règlement, déclarer comme vacant tout lot sur lequel aucune construction n'est érigée et qui, aux termes du règlement de zonage et de construction, a une superficie suffisante pour y permettre l'érection d'une habitation, tel que prévu dans telle dite zone où se trouve ledit lot. Cependant, cette disposition ne peut affecter en aucune façon les fermes et les boisés au sens de la Loi sur l'évaluation foncière (1971, chapitre 50).

Taxe annuelle sur terrain vacant. **2.** Par ce même règlement, le conseil peut, aux conditions qu'il détermine, en plus de tous pouvoirs qu'il détient déjà en vertu de la Loi des cités et villes, imposer sur tout terrain vacant tel que ci-dessus défini, en front duquel existe une rue et qui est desservi par le réseau d'aqueduc et d'égout, une taxe annuelle à un taux non supérieur à \$40 par mille pieds de superficie, et ne pouvant en aucun cas excéder \$250 par terrain.

Budget. **17.** Pour le premier exercice financier de la ville, le budget doit être préparé, adopté et transmis au ministre des affaires municipales avant le 15 mars 1976.

meaning of paragraph 1c of section 426 of the Cities and Towns Act.

Notice of adoption. The clerk shall, in accordance with the law, publish a notice of the adoption of the by-law; such notice shall reproduce the text of this section and mention that the proprietors concerned who wish to oppose the by-law may make known the reasons for their opposition by applying in writing to the Québec Municipal Commission within thirty days after publication of the notice.

Public inquiry. Upon the expiry of such delay, the Québec Municipal Commission shall hold a public inquiry and shall report thereon to the Minister of Municipal Affairs and to the municipal council. The latter, by resolution, may amend the by-law to give effect to the recommendations contained in the report.

Repeal, etc., of by-law. Once it is in force, the by-law adopted under this section shall not be repealed or amended except in accordance with paragraph 1c of section 426 of the Cities and Towns Act.

Declaring lot vacant. **16. (1)** The council may, by by-law, declare vacant any lot on which no construction is erected and which, under the terms of the zoning and building by-law, has an area sufficient to permit the erection of a house, as provided for the zone where the said lot is located. However, such provision shall not in any way affect farms and woodlots within the meaning of the Real Estate Assessment Act (1971, chapter 50).

Tax on vacant lot. **(2)** By the same by-law, the council, in addition to any powers it already has under the Cities and Towns Act, may, on such conditions as it determines, impose on any vacant lot hereinabove defined fronted by a street and served by the waterworks and sewer systems, an annual tax not to exceed \$40 per thousand feet of area, and never to exceed \$250 per lot.

Budget. **17.** For the first fiscal year of the city the budget shall be prepared, adopted and forwarded to the Minister of Municipal Affairs before 15 March 1976.

Avis
d'évalua-
tion et
compte
de taxes.

18. Pour le premier exercice financier de la ville, l'avis d'évaluation prévu à la Loi sur l'évaluation foncière (1971, chapitre 50) et le compte de taxe foncière générale doivent être transmis avant le 15 avril 1976.

18. For the first fiscal year of the city the notice of assessment provided for in the Real Estate Assessment Act (1971, chapter 50) and the account for general real estate tax must be forwarded before 15 April 1976.

Assess-
ment
notice and
tax
account.

Plaintes.

19. Pour le premier exercice financier de la ville, les plaintes doivent être déposées avant le 15 juin 1976 *mutatis mutandis* suivant les dispositions de la Loi sur l'évaluation foncière.

19. For the first fiscal year of the city complaints must be filed before 15 June 1976 *mutatis mutandis* in accordance with the provisions of the Real Estate Assessment Act.

Com-
plaints.

Uniformi-
sation de
la taxe
foncière.

20. Le taux de la taxe foncière générale est uniformisé par le conseil mais il peut, quant aux immeubles situés dans l'ancienne cité de Charlesbourg, pour les trois premiers exercices financiers de la ville, être inférieur de pas plus de \$0.15 par cent dollars d'évaluation au taux de la taxe foncière générale ci-dessus prévu, et il peut, quant aux immeubles situés dans l'ancienne municipalité de Charlesbourg-Est, pour les trois premiers exercices financiers de la ville, être inférieur de pas plus de \$0.10 par cent dollars d'évaluation au taux de la taxe foncière générale ci-dessus prévu.

20. The rate of the general real estate tax shall be made uniform by the council but may, as to the immoveables situated in the former city of Charlesbourg, for the first three fiscal years of the city, be under, by not more than \$0.15 per one hundred dollars of assessment, the rate of the general real estate tax provided for above, and may, as to the immoveables situated in the former municipality of Charlesbourg-Est, for the first three fiscal years of the city, be under by not more than \$0.10 per one hundred dollars of assessment, the rate of the general real estate tax provided for above.

Uniform-
ing real
estate tax
rate.

Taxe d'affaires.

21. Jusqu'à ce que le conseil en décide autrement par règlement, est imposée dans le territoire de la ville, conformément à l'article 527 de la Loi des cités et villes, une taxe d'affaires sur toutes les catégories ou classes de commerces ou occupations visées par l'article 526 de cette dernière loi. Pour le premier exercice financier de la ville, le taux de cette taxe d'affaires est de 10% de la valeur locative des immeubles ou parties d'immeubles dans lesquels s'exercent ces commerces ou occupations. Ce taux demeure en vigueur tant qu'il n'a pas été modifié par le conseil.

21. Until the council decides otherwise by by-law, a business tax shall be imposed in the territory of the city, in accordance with section 527 of the Cities and Towns Act, on all categories or classes of trades or occupations contemplated in section 526 of the said act. For the first fiscal year of the city, the rate of such business tax shall be 10% of the rental value of the immoveables or parts of immoveables in which such trades or occupations are carried on. Such rate shall remain in force so long as the council has not changed it.

Business
tax.

Tarifs
pour
l'eau.

22. Pour le premier exercice financier de la ville, sont en vigueur, pour la consommation de l'eau mesurée au compteur faite par les établissements commerciaux et industriels, les tarifs applicables en 1975 dans l'ancienne cité de Charlesbourg. Pour la consommation de l'eau non mesurée au compteur faite par tels établissements, la charge est imposée par règlement du conseil.

22. For the first fiscal year of the city, the tariffs applicable in 1975 in the former town of Charlesbourg shall be in force for water consumption measured by meter in commercial or industrial establishments. For water consumption not measured by meter in such establishments, the charge shall be imposed by by-law of the council.

Water
rates.

Charge fixe.

Pour les autres consommateurs d'eau, la charge fixe annuelle est de \$65 par unité d'habitation.

For other water consumers, the annual fixed charge shall be \$65 per housing unit.

En vigueur.

Ces tarifs demeurent en vigueur tant qu'ils n'ont pas été modifiés par le conseil.

Such tariffs shall remain in force so long as the council has not changed them.

Déficits.

23. Les déficits accumulés de chacune des municipalités mentionnées à l'article 2, à la date d'entrée en vigueur de la Loi regroupant certaines municipalités de la région de Québec, demeurent à la charge de l'ensemble des biens-fonds imposables de chacune de ces municipalités.

23. The accumulated deficits of each of the municipalities mentioned in section 2, on the date of the coming into force of the Act to regroup certain municipalities in the region of Québec, shall remain a charge on all the taxable real estate of each of those municipalities.

Surplus.

Les surplus accumulés de chacune des municipalités mentionnées à l'article 2 au moment de l'entrée en vigueur de la Loi regroupant certaines municipalités de la région de Québec serviront soit à payer des dépenses en immobilisation réparties sur l'ensemble des biens-fonds imposables de l'ancienne municipalité qui les a accumulés, soit à réduire les taxes foncières spéciales déjà à la charge, au moment de l'entrée en vigueur de la Loi regroupant certaines municipalités de la région de Québec, de l'ensemble des biens-fonds imposables de l'ancienne municipalité qui les a accumulés, soit les deux à la fois.

The accumulated surpluses of each of the municipalities mentioned in section 2 at the time of the coming into force of the Act to regroup certain municipalities in the region of Québec shall serve either to pay capital expenditures apportioned on all the taxable real estate of the former municipality which accumulated them, or to reduce the special real estate taxes being a charge, at the time of the coming into force of the Act to regroup certain municipalities in the region of Québec, on all the taxable real estate of the former municipality which accumulated them, or both at the same time.

Taxes spéciales pour emprunts.

24. Sujet à l'application préalable, le cas échéant, du second alinéa de l'article 23, les taxes spéciales imposées en vertu des clauses d'imposition contenues dans les règlements d'emprunts adoptés par chacune des municipalités mentionnées à l'article 2 et destinées au remboursement d'emprunts ou partie d'emprunts deviennent, pour le reste du terme respectif de chacun de ces emprunts ou partie d'emprunts, à la charge de tous les biens-fonds imposables de la ville selon la valeur de ces biens-fonds telle qu'elle apparaît au rôle d'évaluation en vigueur chaque année.

24. Subject to prior application, as the case may be, of the second paragraph of section 23, the special taxes imposed under the taxation clauses contained in the loan by-laws adopted by each of the municipalities mentioned in section 2 and intended for the reimbursement of loans or parts of loans shall become, for the remainder of the respective terms of each of such loans or parts of loans, a charge on all the taxable real estate of the city, according to the value of that real estate as it appears on the valuation roll in force each year.

Exception.

Toutefois, les taxes spéciales visées à l'alinéa précédent et imposées sur la base de la superficie ou de l'étendue en front des biens-fonds imposables qui y sont assujettis deviennent à la charge de tous les biens-fonds imposables de la ville selon la valeur du terrain desdits biens-fonds telle qu'elle apparaît au rôle d'évaluation en vigueur chaque année.

However, the special taxes contemplated in the preceding paragraph, imposed on the basis of the area or of the frontage of the taxable real estate subject thereto, shall become a charge on all the taxable real estate of the city according to the value of the land of the said real estate as entered on the valuation roll in force each year.

Dette à la suite d'une poursuite.

25. Toute dette qui pourrait survenir à la suite d'une poursuite judiciaire ou

25. Every debt which could occur following a judicial suit or a transaction,

Debt following suit, etc.

d'une transaction, pour un ou des actes posés par une municipalité mentionnée à l'article 2, est à la charge de l'ensemble des biens-fonds imposables de cette ancienne municipalité.

for one or more acts performed by a municipality mentioned in section 2, shall be a charge on the aggregate of the taxable real estate of such former municipality.

Fonds de roulement.

26. Les fonds de roulement des anciennes municipalités de la cité de Charlesbourg, de la ville d'Orsainville et de la ville de Notre-Dame-des-Laurentides deviennent le fonds de roulement de la ville.

26. The working funds of the former city of Charlesbourg, town of Orsainville and town of Notre-Dame-des-Laurentides shall become the working fund of the city. Working fund.

Emprunts pour dotation en capital.

Tous les règlements d'emprunts adoptés par ces anciennes municipalités pour la dotation en capital de leurs fonds de roulement deviennent, pour le reste du terme de ces emprunts, à la charge de tous les biens-fonds imposables de la ville.

Every loan by-law made by those former municipalities for capital endowment of their working funds shall become, for the remainder of the term of such loans, a charge on all taxable real estate of the city. By-law for capital endowment loan.

Emprunts des fonds.

Tous les emprunts à ces fonds deviennent, pour le reste du terme de ces emprunts, à la charge de tous les biens-fonds imposables de la ville.

Every loan from such funds shall become, for the remainder of the term of such loan, a charge on all the taxable real estate of the city. Loans from funds.

Cour municipale.

27. La Cour municipale de l'ancienne cité de Charlesbourg devient la Cour municipale de la ville.

27. The Municipal Court of the former city of Charlesbourg shall become the Municipal Court of the city. Municipal Court.

Procédures pendantes.

Toutes les procédures pendantes devant la Cour municipale de l'ancienne cité de Charlesbourg, sauf celles relatives à l'ancienne municipalité de la paroisse de Saint-Michel-Archange, sont continuées et tous les jugements non exécutés sont remis à exécution devant la Cour municipale de la ville de Charlesbourg comme si ces procédures y avaient été intentées ou ces jugements y avaient été rendus.

All actions pending before the abolished Municipal Court of the former city of Charlesbourg except those in connection with the former parish municipality of Saint-Michel-Archange, shall be continued and all judgments not executed shall be remitted for execution before the Municipal Court of the City of Charlesbourg as if such proceedings had been instituted before it or such judgments rendered thereby. Pending actions.

Greffier.

Le greffier de la Cour municipale de l'ancienne cité de Charlesbourg devient le greffier de la Cour municipale de la ville, jusqu'à ce que le conseil en décide autrement.

The clerk of the Municipal Court of the former city of Charlesbourg shall become the clerk of the Municipal Court of the city until otherwise decided by the council. Clerk.

Population de la ville.

28. À compter de l'entrée en vigueur de la Loi regroupant certaines municipalités de la région de Québec, la population de la ville pour les fins de l'article 4b de la Loi des cités et villes, est constituée, jusqu'à ce que le lieutenant-gouverneur en conseil en reconnaisse une autre, de la somme des populations des municipalités mentionnées à l'article 2.

28. From the coming into force of the Act to regroup certain municipalities in the region of Québec, the population of the city for the purposes of section 4b of the Cities and Towns Act, shall be constituted, until the Lieutenant-Governor in Council recognizes another, by the sum of the populations of the municipalities mentioned in section 2. Population.

Signature des chèques.

29. Jusqu'à ce que le conseil en décide autrement, la personne désignée pour exer-

29. Until the council decides otherwise, the person designated to fulfill the Signing of pay cheques.

cer la charge de maire pour la durée du conseil provisoire et le trésorier de la ville sont autorisés à signer, au nom de la ville, les chèques de paie destinés au personnel de la ville.

office of mayor for the term of the provisional council and the treasurer of the city are authorized to sign, in the name of the city, the pay cheques intended for the personnel of the city.

Inventaire des documents, etc.

30. Dans les douze mois suivant l'entrée en vigueur de la Loi regroupant certaines municipalités de la région de Québec, le greffier de la ville fera un inventaire de tous les documents, règlements, procès-verbaux, rôles d'évaluation, photographies, permis de construire, cartes, plans, rapports et autres, produits ou reçus par les municipalités mentionnées à l'article 2.

30. Within the twelve months after the coming into force of the Act to regroup certain municipalities in the region of Québec, the clerk of the city shall make an inventory of all documents, by-laws, minutes, assessment rolls, photographs, building permits, maps, plans, reports and other papers produced or received by the municipalities mentioned in section 2.

Conservation.

Tous les documents et pièces nécessaires à la bonne marche de la ville y seront conservés. Quant aux autres documents et pièces, seront confiés à la garde du Conservateur des Archives nationales du Québec ceux qu'il aura jugés d'intérêt historique et ce, en vertu des dispositions relatives aux Archives nationales du Québec contenues dans la Loi du ministère des Affaires culturelles (Statuts refondus, 1964, chapitre 57).

All documents and instruments necessary for the proper administration of the city shall be kept there. As for the other documents and instruments, those deemed by the Keeper of the National Archives of Québec to be of historical interest shall be entrusted to his care, in accordance with the provisions relating to the National Archives of Québec contained in the Cultural Affairs Department Act (Revised Statutes, 1964, chapter 57).

Disposition applicable.

31. L'article 13 de la Loi modifiant la charte de la ville de Charlesbourg (1959/1960, chapitre 133) demeure en vigueur et s'applique, *mutatis mutandis*, à la ville.

31. Section 13 of the Act to amend the charter of the City of Charlesbourg (1959/1960, chapter 133) remains in force and applies *mutatis mutandis* to the city.

Règlement annulé.

3. Le règlement numéro 2316 de la Ville de Québec, adopté en deuxième lecture par le conseil le 12 août 1975, est annulé à toutes fins que de droit.

3. By-law number 2316 of the City of Québec, adopted in second reading by council on 12 August 1975, is annulled for all legal purposes.

Effet de a. 3.

4. L'article 3 de la présente loi a effet depuis l'entrée en vigueur du règlement numéro 2316 de la ville de Québec à compter du 12 août 1975.

4. Section 3 of this act has effect from the coming into force of by-law number 2316 of the City of Québec as of 12 August 1975.

Subventions.

5. Le ministre des affaires municipales verse à toute nouvelle municipalité constituée en vertu de la présente loi une subvention n'excédant pas quinze dollars per capita payable en cinq versements annuels et consécutifs. Les sommes requises aux fins du présent article sont prises à même les deniers accordés annuellement à cette fin par la Législature.

5. The Minister of Municipal Affairs shall pay to every new municipality incorporated under this act a subsidy not exceeding fifteen dollars per capita payable in five annual and consecutive payments. The sums required for the purposes of this section shall be taken out of the moneys granted each year for such purpose by the Legislature.

1969, c. 83, a. 7, mod.

6. L'article 7 de la Loi de la Communauté urbaine de Québec (1969, chapitre

6. Section 7 of the Québec Urban Community Act (1969, chapter 83) is

1969, c. 83, s. 7, am.

83) est modifié en ajoutant, dans la troisième ligne du deuxième alinéa après le mot « conseil » les mots « et un membre est désigné par résolution du conseil de la ville de Beauport parmi les membres de son conseil ».

1969, c.
83, ann.
A, mod.

7. Ladite loi est modifiée par le remplacement, dans l'Annexe A, du dernier alinéa par le suivant :

« *Secteur numéro 5: Ville de Beauport.* »

1968, c.
56, ann.
mod.

8. La Loi du Bureau d'assainissement des eaux du Québec métropolitain (1968, chapitre 56) est modifiée par le remplacement, dans l'Annexe, du deuxième alinéa par le suivant :

« **Zone II:** Les villes de Beauport, de Charlesbourg et de Vanier, le village de Saint-Émile, la paroisse de Saint-Dunstan-du-Lac-Beauport et la municipalité du Lac-Saint-Charles. »

Entrée en
vigueur.

9. La présente loi entre en vigueur le 1^{er} janvier 1976.

amended by adding after the word "council" in the fourth line of the second paragraph, the words "and one member shall be designated by resolution of the council of the city of Beauport from among the members of its council".

7. The said act is amended by replacing the last paragraph of Schedule A by the following:

"*Sector number 5: City of Beauport.*"

8. The Greater Québec Water Purification Board Act (1968, chapter 56) is amended by replacing the second paragraph of the Schedule by the following:

"**Zone II:** The cities of Beauport, Charlesbourg and Vanier, the village of Saint-Émile, the parish of Saint-Dunstan-du-Lac-Beauport and the municipality of Lac-Saint-Charles."

9. This act shall come into force on 1 January 1976.

ANNEXE I

DESCRIPTION DU TERRITOIRE DE LA VILLE DE BEAUPORT

Le territoire actuel des municipalités de la cité de Giffard, des villes de Beauport, de Courville, de Montmorency et de Villeneuve, de la paroisse de Saint-Michel-Archange et de la municipalité de Sainte-Thérèse-de-Lisieux, dans le comté municipal de Québec, comprenant en référence aux cadastres des paroisses de Beauport et de Saint-Roch-Nord, les lots ou parties de lots et leurs subdivisions présentes et futures, ainsi que les chemins, routes, rues, emprise de chemin de fer, îles, lacs, cours d'eau, ou parties d'iceux, le tout renfermé dans les limites ci-après décrites, à savoir: partant du sommet de l'angle nord du lot 1398 du cadastre de la paroisse de Beauport; de là, successivement, les lignes et démarcations suivantes: en référence au cadastre de ladite paroisse, la ligne nord-ouest des lots 1398, 1400, 1401, 1403, 1405 à 1408, 1410 à 1414, 1416 à 1430, 1430A, 1431 à 1460, 1460A, 1461 à 1467, 1469 à

SCHEDULE I

DESCRIPTION OF THE TERRITORY OF THE CITY OF BEAUPORT

The present territory of the municipalities of the city of Giffard, of the towns of Beauport, Courville, Montmorency and Villeneuve, of the parish of Saint-Michel-Archange and of the municipality of Sainte-Thérèse-de-Lisieux, in the municipal county of Québec, comprising with reference to the cadastres of the parishes of Beauport and of Saint-Roch-Nord, the lots or parts of lots and their subdivisions present and future and the roads, highways, streets, railway rights of way, islands, lakes, watercourses or parts thereof, the whole contained within the limits hereinafter described, to wit: starting from the apex of the north angle of lot 1398 of the cadastre of the parish of Beauport; thence, successively, the following lines and limits: with reference to the cadastre of the said parish, the northwest line of lots 1398, 1400, 1401, 1403, 1405 to 1408, 1410 to 1414, 1416 to 1430, 1430A, 1431

1477, 1477A, 1478 à 1500, 1500A et 1501 à 1506; la ligne sud-ouest des lots 1506, 1397A et 1256; partie de la ligne nord-ouest et la ligne sud-ouest du lot 1258; partie de la ligne nord-ouest, la ligne sud-ouest et partie de la ligne sud-est du lot 1100 jusqu'à la ligne sud-ouest du lot 960; une ligne brisée limitant au sud-ouest les lots 960 et 895, le dernier tronçon prolongé à travers un chemin public jusqu'au sommet de l'angle ouest du lot 896; la ligne sud-ouest des lots 896, 790C et 790, cette ligne prolongée à travers le chemin public qu'elle rencontre; partie des lignes nord-ouest et sud-ouest du lot 646 jusqu'à la ligne nord-ouest du lot 662; la ligne nord-ouest des lots 662 et 674 à 676, la dernière prolongée jusqu'au côté sud-ouest de l'emprise du chemin du Bourg-Royal; partie de la ligne nord-est et la ligne nord-ouest du lot 692; partie de la ligne nord-est du lot 704 en allant vers le nord-ouest jusqu'à la ligne sud-est du lot 703; les lignes nord-est et nord-ouest du lot 703; la ligne nord-ouest des lots 703A, 709, 715, 722, 725, 729, 734, 738, 740 et 1564; la ligne sud-ouest des lots 1564, 747A, 747 et 742, cette ligne prolongée à travers les chemins qu'elle rencontre; en référence au cadastre de la paroisse de Saint-Roch-Nord, la ligne sud-ouest du lot 590 et partie de la ligne sud-ouest du lot 589 jusqu'au côté nord-est de l'emprise de la rue Desroches; le côté nord-est de ladite emprise en allant vers le sud-est jusqu'au côté nord-ouest de l'emprise du chemin de La Canardière; le côté nord-ouest de ladite emprise en allant vers le nord-est jusqu'à la ligne sud-ouest du lot 731 du cadastre de la paroisse de Beauport; en référence à ce cadastre, le prolongement et partie de la ligne sud-ouest du lot 731 en allant vers le sud-est jusqu'à la ligne des hautes marées, cette ligne sud-ouest prolongée à travers l'emprise de chemin de fer qu'elle rencontre; ladite ligne des hautes marées en allant vers le sud-ouest jusqu'à la ligne sud-ouest du lot 58; ladite ligne sud-ouest et son prolongement jusqu'à un point situé à une distance de six mille cent pieds (6100 pi) du point géodésique Legrade; une ligne droite suivant une course astronomique N. 58° 00' E. jusqu'à une ligne parallèle à la ligne sud-ouest dudit lot 58 et ayant son origine à l'intersection de la ligne des

to 1460, 1460A, 1461 to 1467, 1469 to 1477, 1477A, 1478 to 1500, 1500A and 1501 to 1506; the southwest line of lots 1506, 1397A and 1256; part of the northwest line and the southwest line of lot 1258; part of the northwest line, the southwest line and part of the southeast line of lot 1100 to the southwest line of lot 960; a broken line limiting to the southwest lots 960 and 895, the last section extended across a public road to the apex of the west angle of lot 896; the southwest line of lots 896, 790C and 790, such line extended across the public road which it meets; part of the northwest and southwest lines of lot 646 to the northwest line of lot 662; the northwest line of lots 662 and 674 to 676, the latter extended to the southwest side of the right of way of the Bourg-Royal road; part of the northeast line and the northwest line of lot 692; part of the northeast line of lot 704 northwesterly to the southeast line of lot 703; the northeast and northwest lines of lot 703; the northwest line of lots 703A, 709, 715, 722, 725, 729, 734, 738, 740 and 1564; the southwest line of lots 1564, 747A, 747 and 742, such line extended across the roads which it meets; with reference to the cadastre of the parish of Saint-Roch-Nord, the southwest line of lot 590 and part of the southwest line of lot 589 to the northeast side of the right of way of Desroches street; the northeast side of the said right of way southeasterly to the northwest side of the right of way of La Canardière road; the northwest side of the said right of way northeasterly to the southwest line of lot 731 of the cadastre of the parish of Beauport; with reference to that cadastre, the extension and part of the southwest line of lot 731 southeasterly to the high water mark, such southwest line extended across the railway right of way which it meets; the said high water mark southwesterly to the southwest line of lot 58; the said southwest line and its extension to a point situated at a distance of six thousand one hundred feet (6100 ft) from Legrade geodesic point; a straight line following astronomical course N. 58° 00' E. to a line parallel to the southwest line of said lot 58 and originating at the intersection of the low tide mark of the St Lawrence river with the left bank

basses marées du fleuve Saint-Laurent avec la rive gauche de la rivière Beauport; une ligne dans une direction nord-est et la ligne passant à mi-distance entre la rive nord-ouest de l'île d'Orléans et la rive nord-ouest du fleuve Saint-Laurent jusqu'au prolongement de la ligne sud-ouest du lot 334B du cadastre de la paroisse de l'Ange-Gardien; ledit prolongement et ladite ligne sud-ouest jusqu'à son intersection avec la ligne médiane de la rivière Montmorency près des chutes Montmorency; la ligne médiane de ladite rivière en remontant son cours jusqu'au prolongement de la ligne nord-est du lot 233A du cadastre de la paroisse de Beauport, cette ligne médiane séparant les cadastres des paroisses de Beauport et de l'Ange-Gardien; en référence au cadastre de la paroisse de Beauport, le prolongement de la ligne nord-est dudit lot 233A; la ligne nord-est des lots 233A, 234A, 235 et 237 à 240; la ligne nord-est du lot 248, cette ligne se prolongeant à travers la rivière Montmorency; la ligne nord-est des lots 251, 253, 256, 258, 266, 275 à 278, 281, 282, 328, 329, 332, 340 à 342, 346, 348, 350, 351, 354, 356, 358, 359, 362, 364, 367, 374, 378, 382 à 385, 387, 391 et 394, la dernière prolongée à travers la rivière Montmorency jusqu'au coin est du lot 1558; la ligne nord-est des lots 1558, 402, 404, 406, 408 à 410, 410A et 1101; la ligne nord-est du lot 1543, cette ligne se prolongeant à travers le chemin public qu'elle rencontre; enfin, la ligne nord-est des lots 1399 et 1398 jusqu'au point de départ; lesquelles limites définissent le territoire de la nouvelle ville de Beauport, les municipalités actuelles de la cité de Giffard, des villes de Beauport, de Courville, de Montmorency et de Villeneuve, de la paroisse de Saint-Michel-Archange et de la municipalité de Sainte-Thérèse-de-Lisieux, dans le comté municipal de Québec, cessant d'exister par cette fusion.

of the Beauport river; a line in a northeast direction and the line passing half-way between the northwest bank of Orléans island and the northwest shore of the St Lawrence river to the extension of the southwest line of lot 334B of the cadastre of the parish of L'Ange-Gardien; the said extension and the said southwest line to its intersection with the centre line of the Montmorency river near Montmorency falls; the centre line of the said river upstream to the extension of the northeast line of lot 233A of the cadastre of the parish of Beauport, such centre line dividing the cadastres of the parishes of Beauport and of L'Ange-Gardien; with reference to the cadastre of the parish of Beauport, the extension of the northeast line of the said lot 233A; the northeast line of lots 233A, 234A, 235 and 237 to 240; the northeast line of lot 248, such line extending across the Montmorency river; the northeast line of lots 251, 253, 256, 258, 266, 275 to 278, 281, 282, 328, 329, 332, 340 to 342, 346, 348, 350, 351, 354, 356, 358, 359, 362, 364, 367, 374, 378, 382 to 385, 387, 391 and 394, the latter extended across the Montmorency river to the east corner of lot 1558; the northeast line of lots 1558, 402, 404, 406, 408 to 410, 410A and 1101; the northeast line of lot 1543, such line extending across the public road which it meets; finally, the northeast line of lots 1399 and 1398 to the starting point; such limits to describe the territory of the new city of Beauport, the present municipalities of the city of Giffard, of the towns of Beauport, Courville, Montmorency and Villeneuve, of the parish of Saint-Michel-Archange and of the municipality of Sainte-Thérèse-de-Lisieux, in the municipal county of Québec, which cease to exist pursuant to the amalgamation.

ANNEXE II

DESCRIPTION DU TERRITOIRE
DE LA VILLE DE CHARLESBOURG

Le territoire actuel de la cité de Charlesbourg, des villes de Notre-Dame-des-Laurentides et d'Orsainville et de la municipa-

SCHEDULE II

DESCRIPTION OF THE TERRITORY
OF THE CITY OF CHARLESBOURG

The present territory of the city of Charlesbourg, the towns of Notre-Dame-des-Laurentides and Orsainville and the

lité de Charlesbourg-Est, comprenant en référence aux cadastres des paroisses de Charlesbourg, de Saint-Ambroise-de-la-Jeune-Lorette et de Saint-Dunstan-du-Lac-Beauport, les lots ou parties de lots et leurs subdivisions présentes et futures ainsi que les chemins, routes, rues, emprise de chemin de fer, lacs, cours d'eau, ou parties d'iceux, le tout renfermé dans les limites ci-après décrites, à savoir: partant du sommet de l'angle nord du lot 805 du cadastre de la paroisse de Charlesbourg; de là, successivement, les lignes et démarcations suivantes: la ligne nord-est du lot 805 et partie de la ligne nord-est du lot 794 dudit cadastre, cette ligne prolongée à travers les cours d'eau qu'elle rencontre, jusqu'à la ligne nord-ouest du lot 1 du cadastre de la paroisse de Saint-Dunstan-du-Lac-Beauport; la ligne nord-ouest et partie de la ligne nord-est dudit lot 1, la dernière prolongée jusqu'à la ligne médiane de la rivière Jaune; ladite ligne médiane, dans une direction sud-ouest, jusqu'au prolongement de la ligne nord-est du lot 793 du cadastre de la paroisse de Charlesbourg; en référence à ce cadastre, ledit prolongement; partie de la ligne nord-est dudit lot 793, en allant vers le sud-est, et son prolongement jusqu'au sommet de l'angle nord du lot 786; la ligne nord-ouest des lots 806 à 815, cette ligne étant le côté sud-est de l'ancienne emprise du chemin du Lac-Beauport; partie de la ligne nord-est du lot 815 jusqu'à la ligne nord-ouest du lot 816; la ligne nord-ouest des lots 816 et 817; partie de la ligne nord-est du lot 817 jusqu'à la ligne nord-ouest du lot 818; la ligne nord-ouest des lots 818 à 829, 835 à 844 et 846 à 849; la ligne nord-est des lots 849, 850 et 895 à 898, cette ligne prolongée à travers les cours d'eau qu'elle rencontre; le prolongement ou partie de la ligne sud-est du lot 898 jusqu'à la ligne nord-est du lot 946B; les lignes nord-est et sud-est dudit lot 946B jusqu'à la ligne nord-est du lot 946; la ligne nord-est des lots 946, 950, 949, 948, 947, 1008, 1010, 1011, 1012 et 1013; partie de la ligne sud-est dudit lot 1013 jusqu'à la ligne nord-est du lot 1016; ladite ligne nord-est; partie de la ligne nord-ouest et la ligne nord-est du lot 1018; la ligne nord-est du lot 1019 et son prolongement jusqu'au sommet de l'angle nord du lot 1020; la

municipality of Charlesbourg-Est, comprising, with reference to the cadastres of the parishes of Charlesbourg, Saint-Ambroise-de-la-Jeune-Lorette and Saint-Dunstan-du-Lac-Beauport, the lots and parts of lots and their subdivisions present and future and the roads, highways, streets, railway rights of way, lakes, watercourses or parts thereof, the whole contained within the limits hereinafter described, to wit: starting from the apex of the north angle of lot 805 of the cadastre of the parish of Charlesbourg; thence, successively, the following lines and limits: the northeast line of lot 805 and part of the northeast line of lot 794 of the said cadastre, the said line extended across the watercourses in its path, to the northwest line of lot 1 of the cadastre of the parish of Saint-Dunstan-du-Lac-Beauport; the northwest line and part of the northeast line of the said lot 1, the latter extended to the centre line of the Jaune river; the said centre line, in a southwesterly direction, to the extension of the northeast line of lot 793 of the cadastre of the parish of Charlesbourg; with reference to such cadastre, the said extension; part of the northeast line of the said lot 793 in a southeasterly direction and its extension to the apex of the north angle of lot 786; the northwest line of lots 806 to 815, such line being the southeast side of the former right of way of the Lac-Beauport road; part of the northeast line of lot 815 to the northwest line of lot 816; the northwest line of lots 816 and 817; part of the northeast line of lot 817 to the northwest line of lot 818; the northwest line of lots 818 to 829, 835 to 844 and 846 to 849; the northeast line of lots 849, 850 and 895 to 898, the said line extended across the watercourses in its path; the extension or part of the southeast line of lot 898 to the northeast line of lot 946-B; the northeast and southeast lines of the said lot 946-B to the northeast line of lot 946; the northeast line of lots 946, 950, 949, 948, 947, 1008, 1010, 1011, 1012 and 1013; part of the southeast line of the said lot 1013 to the northeast line of lot 1016; the said northeast line; part of the northwest line and the northeast line of lot 1018; the northeast line of lot 1019 and its extension to the apex of the north angle of lot 1020;

ligne nord-est des lots 1020, 1024, 1025, 1026, 1027, 1029 et 1030, la dernière prolongée jusqu'au sommet de l'angle nord du lot 1060; les lignes nord-est, sud-est, nord-est et sud-est du lot 1060; la ligne sud-est des lots 1059 en rétrogradant à 1049 inclusivement, la dernière prolongée jusqu'au côté sud-ouest de l'emprise du chemin du Bourg-Royal; les côtés sud-ouest, sud-est et sud-ouest de l'ancienne emprise dudit chemin, dans des directions nord-ouest, sud-ouest et nord-ouest, jusqu'au sommet de l'angle est du lot 991, ce susdit chemin limitant en partie au sud-ouest le lot 1049 et au sud-est et au sud-ouest le lot 1048; la ligne sud-est des lots 991, 990, 987 et 986; partie de la ligne sud-est du lot 985 jusqu'à la ligne nord-est du lot 735; la ligne nord-est des lots 735 et 734, cette ligne prolongée à travers le chemin public et l'ancien chemin de fer qu'elle rencontre, jusqu'à la ligne sud-est du lot 734; la ligne sud-est des lots 734, 733, 732, 731 et 730; la ligne séparative des lots 729 et 1076; la ligne sud-est des lots 729, 728A, 728 et 727; partie de la ligne nord-est du lot 715 et la ligne nord-est du lot 716; la ligne sud-est dudit lot 716, cette ligne prolongée à travers l'emprise de chemin de fer qu'elle rencontre; le prolongement de la ligne sud-est du lot 270 à travers la 1^{re} avenue et ladite ligne sud-est; la ligne sud-ouest des lots 270 à 276, 287 à 291, 292A, 292 à 297 et 316; la ligne sud-ouest du lot 317, cette ligne prolongée à travers l'emprise de chemin de fer qu'elle rencontre; les lignes sud-ouest du lot 319; la ligne sud-ouest des lots 320 et 321, la dernière prolongée jusqu'au sommet de l'angle sud-ouest du lot 322; la ligne sud-ouest des lots 322 et 364 à 371; partie de la ligne nord-ouest dudit lot 371 jusqu'à la ligne sud-ouest du lot 371A; ladite ligne sud-ouest, cette ligne traversant le cours d'eau qu'elle rencontre et prolongée jusqu'au sommet de l'angle sud du lot 102; la ligne sud-ouest dudit lot 102; partie de la ligne sud-est du lot 97 et la ligne sud-est des lots 96, 95, 94A, 94, 93, 92, 91 et 90, la dernière prolongée à travers les lots 115 à 124, 127, 128, 129A et 130 à 137, jusqu'à la ligne sud-ouest du lot 137; la ligne sud-ouest des lots 137 et 62; partie de la ligne sud-ouest du lot 61 jusqu'à la ligne sud-est du lot

the northeast line of lots 1020, 1024, 1025, 1026, 1027, 1029 and 1030, the last line extended to the apex of the north angle of lot 1060; the northeast, southeast, northeast and southeast lines of lot 1060; the southeast line of lots 1059 to 1049 inclusively in declining order, the last line extended to the southwest side of the right of way of the Bourg-Royal road; the southwest, southeast and southwest sides of the former right of way of the said road, in northwesterly, southwesterly and northwesterly directions, to the apex of the east angle of lot 991, the said road limiting in part on the southwest lot 1049 and on the southeast and southwest lot 1048; the southwest line of lots 991, 990, 987 and 986; part of the southeast line of lot 985 to the northeast line of lot 735; the northeast line of lots 735 and 734, the said line extended across the public road and the former railway in its path to the southeast line of lot 734; the southeast line of lots 734, 733, 732, 731 and 730; the dividing line between lots 729 and 1076; the southeast line of lots 729, 728A, 728 and 727; part of the northeast line of lot 715 and the northeast line of lot 716; the southeast line of the said lot 716, such line extended across the railway right of way in its path; the extension of the southeast line of lot 270 across 1st avenue and the said southeast line; the southwest line of lots 270 to 276, 287 to 291, 292A, 292 to 297 and 316; the southwest line of lot 317, such line extended across the railway right of way in its path; the southwest line of lot 319; the southwest line of lots 320 and 321, the latter line extended to the apex of the southwest angle of lot 322; the southwest line of lots 322 and 364 to 371; part of the northwest line of the said lot 371 to the southwest line of lot 371A; the said southwest line, the said line across the watercourse in its path and extended to the apex of the south angle of lot 102; the southwest line of the said lot 102; part of the southeast line of lot 97 and the southeast line of lots 96, 95, 94A, 94, 93, 92, 91 and 90, the last line extended across lots 115 to 124, 127, 128, 129A and 130 to 137, to the southwest line of lot 137; the southwest line of lots 137 and 62; part of the southwest line of lot 61 to

1299 du cadastre de la paroisse de Saint-Ambroise-de-la-Jeune-Lorette; en référence à ce cadastre, les lignes sud-est et sud-ouest dudit lot 1299, la dernière traversant le chemin public qu'elle rencontre et prolongée jusqu'à la ligne médiane de la rivière Jaune; la ligne médiane de ladite rivière, dans une direction nord-est, jusqu'au prolongement de la ligne sud-ouest du lot 1303; ledit prolongement et ladite ligne sud-ouest; la ligne nord-ouest des lots 1303, 1303A et 1304 à 1308, la dernière prolongée jusqu'au côté nord-est de l'emprise d'un chemin public limitant au sud-ouest les lots 2 et 1 du cadastre de la paroisse de Charlesbourg; en référence à ce cadastre, partie de la ligne sud-ouest du lot 2, en allant vers le nord-ouest, et son prolongement jusqu'au sommet de l'angle sud du lot 1; la ligne sud-ouest dudit lot 1; la ligne nord-ouest des lots 1, 1A, 4, 5, 8, 9, 12 à 15 et 17 à 24; partie de la ligne sud-ouest du lot 527 et la ligne sud-ouest des lots 528 à 533; la ligne nord-ouest des lots 533 et 1067, cette ligne prolongée à travers le chemin public qu'elle rencontre; partie de la ligne sud-ouest et la ligne nord-ouest du lot 534; partie de la ligne sud-ouest et la ligne nord-ouest du lot 800; enfin, la ligne nord-ouest des lots 801 à 805 jusqu'au point de départ; lesquelles limites définissent le territoire de la ville de Charlesbourg, les municipalités actuelles de la cité de Charlesbourg, des villes de Notre-Dame-des-Laurentides et d'Orsainville et de la municipalité de Charlesbourg-Est cessant d'exister par cette fusion.

the southeast line of lot 1299 of the cadastre of the parish of Saint-Ambroise-de-la-Jeune-Lorette; with reference to such cadastre, the southeast and southwest lines of the said lot 1299, the last line across the public road in its path and extended to the centre line of the Jaune river; the centre line of the said river, in a northeasterly direction, to the extension of the southwest line of lot 1303; the said extension and the said southwest line; the northwest line of lots 1303, 1303A and 1304 to 1308, the last line extended to the northeast side of the right of way of a public road limiting on the southwest lots 2 and 1 of the cadastre of the parish of Charlesbourg; with reference to such cadastre, part of the southwest line of lot 2, in a northwesterly direction, and its extension to the apex of the south angle of lot 1; the southwest line of the said lot 1; the northwest line of lots 1, 1A, 4, 5, 8, 9, 12 to 15 and 17 to 24; part of the southwest line of lot 527 and the southwest line of lots 528 to 533; the northwest line of lots 533 and 1067, such line extended across the public road in its path; part of the southwest line and the northwest line of lot 534; part of the southwest line and the northwest line of lot 800; finally, the northwest line of lots 801 to 805 to the starting point; which limits define the territory of the city of Charlesbourg, the present municipalities of the city of Charlesbourg, the towns of Notre-Dame-des-Laurentides and Orsainville and the municipality of Charlesbourg-Est ceasing to exist by such amalgamation.